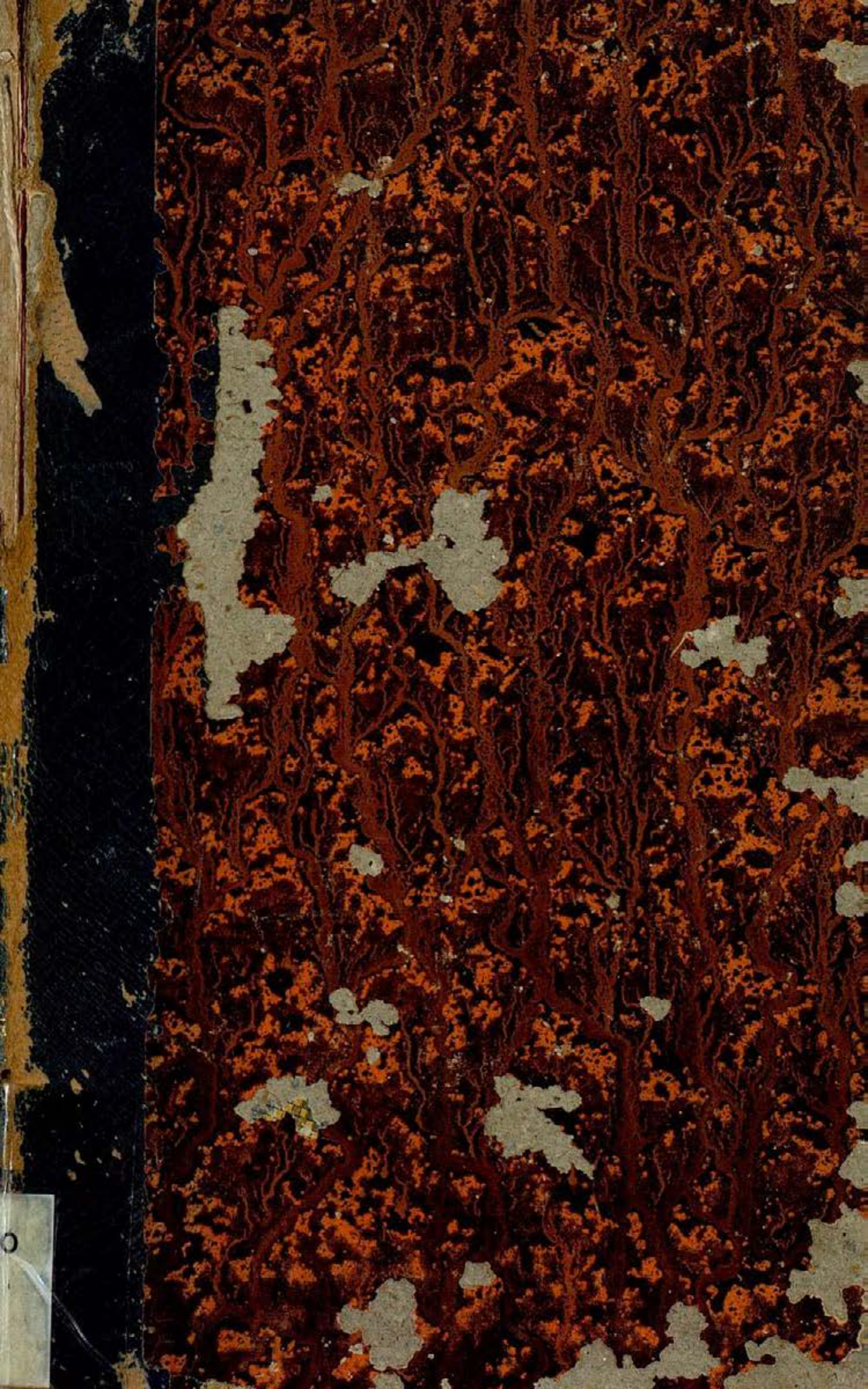

Ayuntamiento de Cádiz


UMASS
BOSTON



De l'influence des Machines.
Cosas que serán.
Derrotero y guia del archipielago de Cabo verde.
Breves noticias sobre los manantiales de aguas potables del Valle de Sidonia.
Informe concerniente al rio Guadalquivir y al Ferro-Carril de Cádiz á Sevilla.
Circular aclaratoria del Ferro-Carril de Jerez à Cádiz por el Trocadero.
Tablas para la reduccion de alturas extra-meridianas.
Reseña histórica de la Hidrografia en España.

DE L'INFLUENCE

DES

MACHINES.

DE L'INFLUENCE

DES MACHINES

SUR LE BIEN-ÊTRE DES NATIONS

PAR

F. van Sorge,

DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ NÉERLANDAISE POUR L'ASSURANCE DU BÉTAIL,
SECRÉTAIRE MUNICIPAL DE BIGGEKERKE EN ZÉLANDE.

TRADUIT DU HOLLANDAIS.

La vie industrielle marche de conquêtes en conquêtes
et de douleurs en douleurs.

Revue Britannique.



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIBRAIRIE, IMPRIMERIE ET FONDERIE.

1842

AVANT-PROPOS.

L'auteur de cette brochure avait publié il n'y a pas long-temps, en langue hollandaise, un ouvrage intitulé :

« *Essai pour arriver à une nouvelle législation générale sur* « *le paupérisme en Néerlande.* »

Il y a admis comme principe *l'augmentation de la masse du travail* dans ce pays, afin de pouvoir faire gagner à chaque ouvrier son pain d'une manière honnête au moyen d'une occupation utile, et de relever les salaires déjà existants mais en général trop bas.

La manière d'atteindre ce but devait, par le temps qui court, conduire nécessairement à rechercher jusqu'à quel point l'introduction *de machines* peut y être jugée utile ou même indispensable ; et pour être à même d'arriver à une

décision à ce sujet, on ne pouvait se dispenser de rechercher *quelle était l'influence des machines en général.*

Une pareille recherche devait d'ailleurs être considérée comme essentiellement utile pour la généralité, dans plusieurs pays à une époque comme la nôtre, où de toute part dans le monde civilisé des plaintes s'élèvent contre la stagnation, voire même la marche rétrograde du commerce et de l'industrie, contre l'augmentation rapide de la pauvreté dans ces mêmes pays, contre l'insuffisance des salaires des ouvriers pour pouvoir en subsister, contre la surabondance de production, etc. Et ce sont les résultats de cette recherche, faite par l'auteur, qui forment l'objet des feuilles suivantes, et qu'on a jugé pouvoir mériter quelque attention et présenter quelque intérêt, même hors du royaume des Pays-Bas ; en ce que, par les raisonnements qu'elles renferment, leur lecture pourrait y produire quelque utilité.

Dans la préface à l'édition hollandaise, l'auteur a témoigné ses regrets de ce que, pendant la composition de son opuscule, il ne lui ait pas été possible de consulter l'ouvrage de M. SIMONDE DE SISMONDI, intitulé : « *Nouveaux principes d'économie politique.* »

La 2me édition de ce précieux ouvrage (en 1827) lui étant depuis lors parvenue, l'auteur y a remarqué avec satisfaction, que cet habile publiciste, quoiqu'il ne soit pas entré dans une recherche expresse concernant les *divers genres* d'influence des machines, ni celle qu'elles exercent particulièrement sur les débitants de productions manufacturières, est parfaitement d'accord avec lui, par rapport à l'influence qu'exercent les machines *en général,* à certaines époques et circonstances ; et qui plus est, que M. Sismondi expose bien nettement les causes par lesquelles cette influence ne peut être que funeste, et d'où il vient que des publicistes comme MM. SAY, RICARDO, etc., sont tombés dans une erreur aussi

grave : que l'extension donnée à la production devrait être recommandée et protégée sans restriction dans l'intérêt *de la richesse générale.*

Encouragé et appuyé par les raisonnements et les preuves produites par un champion de cette force, et qu'on trouve en partie reproduits dans le supplément à cette présente édition, l'auteur n'a pas cru devoir hésiter pour employer à cette publication la langue qui, à cause de son universalité, est celle dans laquelle on peut espérer le mieux se rendre utile à la plus grande partie de l'Europe civilisée.

Middelbourg, 2 mars 1842.

F. VAN SORGE.



CHAPITRE PREMIER.

EN QUOI LES MACHINES DIFFÈRENT ENTRE ELLES PAR RAPPORT A LEUR INFLUENCE.

Il s'en faut de beaucoup que toutes les machines inventées et employées dans les derniers temps aient exercé une influence également avantageuse ou désavantageuse sur la prospérité des nations.

Il y en a qui contribuent à établir l'équilibre dans la répartition des richesses, et méritent par conséquent d'être qualifiées utiles au bien-être général. D'autres, au contraire, s'opposent non-seulement à cet équilibre, mais favorisent même une répartition inégale de ces richesses, et il n'est que juste de les qualifier d'éminemment pernicieuses.

Parmi les *machines* de la *première catégorie,* je crois devoir ranger les *bateaux à vapeur,* et les *locomotives* sur les *chemins de fer* avec tous leurs accessoires.

Les unes et les autres de ces machines remplacent des forces naturelles, lesquelles avaient déjà été employées *en dehors des forces corporelles de l'homme*, avant l'introduction des machines ; savoir : celles *du vent, des cours d'eau* et

celles *des chevaux*, *des mules* et d'autres *bêtes de somme* et *de trait*.

Je ne pense donc pas que l'introduction ou l'emploi de *ces machines* puisse avoir exercé qu'une influence bien salutaire sur l'établissement et l'équilibre dans la répartition des richesses et par là sur le bien-être général.

Il est vrai qu'à mesure que le nombre des bateaux à vapeur augmente, celui des bateliers, des voiliers, des constructeurs de bateaux, etc., devait diminuer; mais par contre celui des voyageurs, tant pour *amusement* que pour *affaires* en sera augmenté ; et il en résultera nécessairement un surcroît de dépenses profitable à d'autres industries.

Tel ami du luxe et du confortable qui tient à ses habitudes d'aisance, se serait bien gardé autrefois d'exposer son corps si faible et si fragile, pendant le printemps ou l'automne, aux chances incertaines des vents et des marées, *aux intempéries si fréquentes dans nos contrées* et à l'expérience équivoque d'un simple batelier en lutte avec les éléments. Il préférait ne point voyager du tout, il restait chez lui et le batelier n'avait rien à attendre de lui.

Maintenant ce même homme ne voit pas le moindre danger dans le voyage sur le bateau à vapeur, qui le transporte dans un nombre d'heures donné au lieu de sa destination, où il dépensera bon gré malgré plus qu'il n'aurait dépensé chez lui : car demandez seulement à tous les voyageurs si l'on ne vit pas à meilleur compte chez soi qu'en voyage.

Si les enfants d'Albion veulent économiser pendant leur séjour sur le continent, ils ne doivent pas être alors *des touristes, dans le strict sens du mot*, c'est-à-dire ils ne doivent pas continuellement *voyager*, mais se résigner à une vie stationnaire ou sédentaire pendant plus ou moins longtemps dans un endroit quelconque.

La perte des bateliers, des voiliers, des constructeurs de bâtiments se trouvera donc balancée par le bénéfice des maîtres d'hôtel, des marchands de vins, de comestibles, etc., des fabricants et réparateurs de machines, des aubergistes et de leurs gens de service, comme aussi d'une quantité de personnes qui fournissent les meubles, les provisions, etc., à

ces établissements ; ensuite des commissionnaires, laquais, guides, etc., des marchands de charbon qui alimentent le bateau à vapeur, des ouvriers qui exploitent les mines de charbons, qui les mesurent ou pèsent, qui les transportent, etc. Voilà donc bien plus que l'équivalent en question, qui ne serait pas aussi remarquable si les navires avaient été anciennement toujours poussés ou tirés par les mains des hommes et qu'ils n'eussent pas été mus à l'aide du vent et du courant des fleuves. Sans cela une quantité bien plus considérable d'hommes eussent perdu leurs moyens d'existence sans être remplacés, comme cela se fait maintenant.

Quant aux voyageurs *pour affaires*, leur déplacememt doit être encore plus avantageux au bien-être général. Car quand même ils dépensent moins que les voyageurs pour amusement, *leurs* voyages donnent naissance à une quantité d'occupations et de transactions, d'achats et de ventes, de transports et de revirements, qui ne peuvent manquer de contribuer à la prospérité générale, à l'augmentation des bénéfices de *beaucoup* d'industriels ; et la répartition et la propagation des richesses en sont plus ou moins directement les résultats.

Il en est de même des *chemins de fer*, qui, il est vrai, ont considérablement fait réduire le nombre des voituriers, des entrepreneurs et conducteurs de diligences et surtout des *chevaux ;* mais par compensation une grande quantité de fonctionnaires, employés, gardes et surveillants de ces chemins et leurs accessoires est devenue indispensable, sans parler encore en détail des immenses capitaux et valeurs en bénéfice que l'établissement de ces chemins mêmes a dû nécessairement mettre en circulation.

Ces inventions contribuent également à augmenter d'une manière prodigieuse le nombre des voyageurs qui sans cela seraient restés chez eux, et qui, en dépensant en voyage plus qu'ils n'auraient fait dans leurs maisons, coopèrent ainsi que les autres à la répartition régulière des richesses.

Nous pouvons par conséquent regarder ces deux inventions comme les mères et les nourrices, pour ainsi dire, d'un nouveau besoin qui se fait de plus en plus généralement sen-

tir parmi les hommes, celui de voyager ; et *l'expérience nous apprend* que partout où une nouvelle invention conduit à de *nouveaux* besoins pour l'homme, elle met aussi en mouvement de *nouvelles* forces pour le travail et varie le genre des *travaux*, qui dès lors ne peuvent ni diminuer les travaux *déjà existants* ni leur porter préjudice.

Les bateaux à vapeur et les chemins de fer se recommandent encore sous un autre point de vue, c'est qu'ils contribuent aussi à une propagation et répartition plus régulière des populations sur la surface de la terre. Celui qui peut bientôt et à bon compte se rendre là où il trouvera des bénéfices plus considérables, ou seulement du travail et la nourriture qui lui sont nécessaires, ne se laissera pas facilement retenir là où il y a peu à gagner, et moins encore où le manque de travail et la misère l'attendent. D'ailleurs il est naturel que maintenant plus de contrées seront peuplées, cultivées et visitées, et beaucoup de terrains obtiendront une plus grande valeur et seront plus recherchés que par le passé.

Il est vrai qu'on fait aux moyens accélérés, moins chanceux, plus commodes et à meilleur marché de transport, de locomotion et de voyage, le reproche, qu'il en est résulté la notoriété publique des sources où chaque pays ou ville puisent leurs divers besoins, et que par là la classe commerçante ou industrielle a perdu l'occasion de s'assurer dorénavant d'aussi grands bénéfices qu'autrefois, et qu'ainsi la classe moyenne ou bourgeoise en général n'est plus à même de faire quelques épargnes pour ses vieux jours.

Certes on ne peut désavouer ce grief; mais on ne doit pas non plus perdre de vue, que sous d'autres rapports, cette même classe industrielle est à son tour appelée à jouir des avantages attachés au voyage et aux moyens de transport commodes et peu dispendieux, et aussi de celui de pouvoir se procurer plus promptement les objets nécessaires, ce qui rend possible de vendre et de livrer à un temps donné des marchandises venant de l'étranger et auxquelles on aurait sans cela dû renoncer. D'ailleurs un monopole, basé sur l'ignorance générale de ce qui existe et se procure à l'étranger, peut bien servir à assurer des bénéfices démesurés à

certaines classes de citoyens et à les enrichir, mais ne contribuera jamais à une distribution proportionnelle des richesses et à augmenter par ce moyen la prospérité *générale*.

Ajoutons que la multiplicité des occasions de se procurer les objets par suite de leur transport facile, permet de se borner, pour les provisions à faire, à de plus petites quantités, et par conséquent d'exercer le commerce avec des capitaux moins considérables qu'autrefois, ce qui n'est pas un des moindres avantages pour la classe industrieuse.

Parmi les machines également plus avantageuses que préjudicieuses à la propriété générale, on peut aussi ranger celles employées dans les moulins à blé, à monder, etc., mus jadis par l'*eau*, le *vent* ou la force des *chevaux*, et dont ceux de la première espèce devaient assez souvent chômer à défaut de la quantité ou de la force nécessaire des éléments moteurs, tandis que l'emploi de la vapeur les expose beaucoup moins à ces vicissitudes, et que la suppression de la coopération des *chevaux* pourra d'autant moins causer un tort notable au *travail de l'homme*, que les machines elles-mêmes ont besoin de ce travail pour être surveillées, soignées et entretenues ; du reste rien n'empêche le paysan qui avait autrefois semé l'avoine d'employer le même champ à la culture d'une autre denrée ou céréale ; et certes les bénéfices des marchands de chevaux seront plus que balancés par ceux des marchands de charbons, des fondeurs et forgeurs de fer, etc.

Mais il en est tout autrement du résultat des machines qui s'emploient à remplacer les forces physiques de l'*homme*, et qui servent à diminuer ou à déprécier le *travail de ses mains*.

Nous rangeons dans cette catégorie les machines pour *préparer le lin, la laine et le coton ;* celles employées dans les *filatures*, les *tisseranderies*, les *forges*, les *fonderies*, les *raffineries*, pour le *laminage*, les *charpenteries*, la *tonnellerie*, l'*industrie* des *poulieurs*, les *fabriques d'épingles et d'aiguilles*, les *presses d'imprimerie à vapeur*, les *papeteries*, etc., etc.

Ces fabriques ont le double désavantage, qu'en concourant à une répartition disproportionnée des richesses, elles s'opposent à ce que, dans les pays où elles se trouvent en grand nombre et sur une échelle tant soit peu extraordinaire, les popula-

tions puissent se propager dans les diverses contrées d'une manière égale ; et qu'en outre elles provoquent des agglomérations désastreuses sur certains points, d'où résulte sinon une confusion des idiomes comme jadis à la tour de Babel, du moins un conflit d'intérêts, de besoins et de moyens d'y satisfaire, une lutte continuelle entre les forces morales et matérielles des masses refoulées les unes sur les autres, dont l'issue ne peut que devenir funeste à l'humanité.

En effet les grandes masses d'ouvriers réunis dans les fabriques du premier rang, n'y sont pas sortis de la terre ; ils étaient autrefois répandus dans les diverses communes du même pays, et là ils filaient, tissaient et travaillaient, d'après la simple méthode ancienne. Dans la règle le sol des environs de ces communes produisait des denrées en quantité suffisante, pour que l'ouvrier pût trouver pour son travail la nourriture dans la proximité et pour ainsi dire aux confins mêmes du champ d'où elle fut tirée ; si toutefois il ne pouvait consacrer une partie du temps que son travail ordinaire laissait à sa disposition, à la culture d'un petit champ. Tout cela a été fort simple et à bon compte ; et un grand nombre d'agents intermédiaires, tels qu'accapareurs, courtiers, expéditeurs, etc., qui maintenant doivent pourvoir de vivres les villes qui possèdent de nombreuses fabriques, étaient alors inutiles. Il est vrai que ces individus trouvent fort bien leur compte à ces affaires et gagnent bien au delà de ce qui leur est nécessaire, mais c'est aux dépens des pauvres ouvriers arrachés du sein de leurs familles et à leur sol natal, et qui doivent payer leur nourriture d'autant plus cher, sans que leur salaire soit pour cela augmenté en proportion de l'augmentation de leur besoin. Loin de là, ce salaire est calculé d'après le prix des produits, qui souvent se règle d'après la concurrence, et plus souvent encore est diminué et comprimé par celle-ci, selon le plus ou moins de facilité qu'on a de se procurer à bon marché des bras d'hommes pour le même travail.

Ajoutez encore l'important inconvénient, que beaucoup s'en faut que tous ceux qui filaient, tissaient, etc., autrefois, et qui étaient répandus dans différentes villes et communes,

aient pu servir dans les grandes villes auprès des machines. La plupart de ces pauvres gens se trouvent donc maintenant *sans* travail.

C'est peut-être ici la place convenable pour faire observer de quelle manière simple et commode la masse de la population de l'île de Java trouve ses moyens d'existence, en ne parlant pourtant que de la CULTURE DU RIZ.

On sait que cette céréale est semée de la manière la plus simple à *main d'homme*. Un peu plus d'un mois après, la transplantation de la jeune plante dite *padée* se fait également à *main d'homme*. Pour des champs autres que ceux nommés *Sawahs* (c'est-à-dire qui peuvent immédiatement être inondés) encore beaucoup de travail de main d'homme est nécessaire pour les arroser, puisque le riz demande d'être tout humecté pour pouvoir croître et mûrir. Vient enfin l'époque de la récolte, et la *main de l'homme* doit être là pour couper et recueillir un épi après l'autre.

Toutes ces opérations réclament le concours d'une quantité énorme de mains d'hommes, et il en résulte que, d'après le rapport de RAFFLES il y a des régences, comme par exemple celle de Préanger, où un dixième seulement de la population a besoin de gagner sa vie par une autre profession que l'agriculture. Et, notez bien, *elle suffit à leurs besoins*.

« On a calculé, dit ce même auteur, que dans des circon-« stances ordinaires, chaque cultivateur est en état de se « procurer journellement cinq kati de riz, chaque kati se « payant à raison de 5/4 de livres de riz ancien poids (car « on paye là la main-d'œuvre en riz), et cela suffit parfaite-« ment à un ménage dans ces climats. On évalue le travail « des femmes à Java à peu près à l'égal de celui des hommes ; « de sorte que mari et femme ensemble peuvent gagner la « vie pour huit à dix personnes. Mais comme chaque mé-« nage ne compte, l'un dans l'autre, que la moitié de ce « nombre d'individus, le reste de ce qu'ils gagnent s'em-« ploie pour vêtements, outils et autres nécessités.... Les « paysans de Java, dit RAFFLES à une autre place de son « ouvrage, trouvant *tous leurs besoins satisfaits d'une ma-« nière aisée*, désirent rarement d'améliorer leur état.

« La huitième ou la septième partie seulement de toute la « superficie de l'île, dit le même auteur plus tard, est cul- « tivée et cependant cela suffit à la subsistance de toute la « population. » Il aurait pu ajouter, qu'il reste encore une quantité immense du produit qu'on exporte en Europe.

Je ne cite pas cet exemple pour prétendre qu'il pouvait et devait en être absolument de même en Europe, mais seulement comme preuve à l'appui de la maxime générale que le travail le plus simple, pour lequel chacun est capable et y trouve aussi l'occasion, répand les produits et moyens d'existence que possède un pays plus généralement parmi toutes les classes de la société, fait jouir à *tous* d'une part proportionnelle des produits du sol, et prévient ainsi les extrêmes de la misère et de la privation.

Le travail plus artificiel ou mécanique introduit en Europe dans l'agriculture et plus encore dans toutes les autres branches de l'industrie, réclame beaucoup moins de mains d'hommes qu'il ne ferait autrement. Il est vrai sans doute que les produits s'obtiennent à meilleur compte, mais cela ne sert de rien à ceux qui sans gagner ne peuvent rien acheter. Si ceux-ci recevaient, comme les Javanais, pour le travail que chacun y trouve, leur blé ou autres objets nécessaires à leur subsistance et quelque chose au delà, ils ne souffriraient pas de la misère, n'auraient pas besoin de tendre la main et de traîner une existence malheureuse.

Si au contraire on allait introduire à Java le système mécanique; si l'on y semait, transplantait, arrosait et moissonnait le riz au moyen d'instruments ingénieusement construits, les propriétaires ou les grands fermiers des terrains auraient une infiniment plus grande partie de la récolte de riz qui leur resterait pour être vendue et exportée, et leur lucre serait par conséquent d'abord bien plus important qu'actuellement; mais une foule immense d'hommes sans travail n'aurait que le riz qu'il plairait à ces propriétaires et fermiers de leur céder ou donner par charité. Cette grande masse d'hommes mènerait une vie oisive, et deviendrait par conséquent mécontente, corrompue et dangereuse.

On pourrait sans doute m'opposer, qu'alors les proprié-

taires pourraient aussi céder le riz à d'autant meilleur marché, et que ce serait un bénéfice acquis *pour la généralité.*

Mais ce système est fondé sur une fausse idée qu'on se forme de la *généralité* de ces *besoins* et *moyens*; et nous allons prouver cela dans le chapitre suivant.

Quand, dans ce même chapitre et plus tard, je parle de *machines* sans autre désignation, j'y comprends seulement les instruments qui tendent à rendre les forces corporelles de l'homme, le *travail de ses mains* moins indispensable, et qui empêchent par conséquent la répartition proportionnelle des richesses produites par les diverses branches de l'industrie, et de même aussi la jouissance générale des produits du sol nécessaires pour la subsistance naturelle de l'homme.



CHAPITRE DEUXIÈME.

QUI GAGNE A LA MODICITÉ DU PRIX DU TRAVAIL.

C'est une vérité incontestable, que le bénéfice et la satisfaction qu'un capital, une propriété ou une science procure à celui qui en est possesseur, seront d'autant plus grands, que d'autres y attachent une plus grande valeur et que pour en jouir ils consentent à céder en échange une plus importante portion de ce qu'ils possèdent eux-mêmes.

Or il se trouve dans chaque État une classe nombreuse d'individus, qui n'ont d'autre capital ni autre propriété ou talent que leurs forces corporelles, en d'autres mots *ce qu'ils peuvent faire, exécuter ou produire par l'emploi de leurs mains.*

Si dès lors on invente quelque chose qui rend la main-d'œuvre pour la moitié moins indispensable, et que par conséquent sa valeur diminue de la moitié dans les yeux d'autres en comparaison d'autrefois, il en résultera que ceux qui ne possèdent que le produit de leur main-d'œuvre perdront la moitié de leurs avantages et de leur fortune.

Cette conclusion est si simple, si naturelle qu'on peut très-facilement la faire comprendre aux gens les moins instruits.

Mais écoutons la maxime des plus savants et illustres auteurs de systèmes d'économie politique des derniers temps (1):

Ils disent : « Moins sont les frais, la perte de temps et le « travail qu'on doit employer à la production d'objets né- « cessaires, utiles et agréables par les jouissances qu'elles « procurent à l'homme, plus il devra être gagné, et d'autant « plus grande sera la masse de richesse *générale* qui en ré- « sultera. »

Cette maxime repose sur une autre qui la précède, d'après laquelle le travail, les efforts physiques, le temps employés par l'homme à la production d'un objet, doivent être considérés comme une dépense, un sacrifice, une mise de fonds ou capital, qu'on pourrait mieux utiliser et que par conséquent on doit tâcher d'épargner et d'éviter autant que possible.

Par une nuit que l'auteur de cette brochure a passée sans sommeil en réfléchissant sur cette matière, il s'imagina soudainement que cinq êtres d'ordre supérieur, habitants charitables d'un globe immense et inconnu, pleins de compassion du sort du genre humain, étaient descendus sur notre terre, et que chacun d'eux avait fixé son séjour dans une des cinq parties de ce monde.

Par un pouvoir incompréhensible à nous hommes, chacun d'eux avait subitement et comme à l'aide d'une baguette magique, réuni autour de lui une quantité infinie d'instruments, composés des divers matériaux répandus dans l'intérieur et sur la surface du globe.

Il s'y trouva entre autres un grand nombre de ces *hommes-machines*, tels que jadis certain habitant d'Albion, comme doué de la faculté de clairvoyance dans l'avenir, les remarqua et en fit la description à ses contemporains (2).

Ces instruments s'envolèrent à un autre signe donné et se mirent à la place qui leur fut indiquée pour construire toutes

(1) Say, De Tracy, Ricardo, Mac-Culloch, mistress Marcet (dans son ouvrage traduit en hollandais par le professeur Tydeman), Duchatel et autres.

(2) Voir l'article *Vapeur* traduit de l'anglais dans le 5e volume, page 75, du *Cabinet de lecture* (holl.) pour 1835.

sortes d'objets tant de première nécessité que de luxe ; ils défrichèrent et cultivèrent les terrains, traversèrent les mers pour apporter au même instant les produits d'une partie du monde dans l'autre ; ils imprimèrent dans une seule nuit les pensées confiées par les grands et les petits esprits à la presse et les préparèrent à la publication et à l'expédition ; ils construirent toutes espèces de machines, instruments et outils, bâtirent des maisons, creusèrent des canaux et des fossés, élevèrent et fortifièrent des digues et des écluses contre la fureur des flots des mers et des rivières ; achevèrent des routes à peine entamées ; desséchèrent des marais et des cloaques ; donnèrent l'existence à ces immenses complications mécaniques, dont on se sert pour abréger et diminuer le travail de l'homme, et cela partout où ils en trouvèrent les projets mûris ou seulement conçus dans la tête des artistes intelligents ; ils se rendirent à toutes les réunions, dans tous les endroits, partout enfin où quelque travail à la main était à faire, et personne au monde ne trouva plus la moindre chose de ce genre à faire à son réveil ; tout, absolument tout était fait et achevé par ces instruments.

Le lendemain matin, au lever du soleil, tous ceux qui avaient l'habitude de vivre du travail de leurs mains se rendirent comme à l'ordinaire à leurs ateliers et dirent à leurs maîtres : « Indiquez-nous notre travail, pour que nous puis-
« sions gagner notre salaire et nous procurer la nourriture
« pour nous et les nôtres. »

Mais les maîtres dirent : « Écoutez, nos amis, cette nuit
« des instruments sont arrivés, nous ne savons pas d'où, et
« ont fait tout le travail qui était encore à faire ; vous voyez
« donc que nous n'avons plus besoin de vous ; vous pouvez
« vous rendre chez vous et vous reposer. »

Sur quoi les ouvriers dirent : « Nos maîtres ! comment
« voulez-vous que nous retournions chez nous sans avoir
« gagné et reçu de salaire, et de quoi nourririons-nous nous-
« mêmes et les nôtres ?

Et les maîtres de leur répondre : « Mais voyez donc, braves
« gens, d'immenses richesses sont arrivées dans ce pays.

« En peu de temps et sans frais ni sacrifice, toute la beso-
« gne a été faite, et les produits se trouvent maintenant en « abondance; désormais il nous sera facile de satisfaire pour « peu d'argent à toutes les demandes des acheteurs et amas- « ser pourtant des bénéfices pour nous et les nôtres. » Et les ouvriers s'en allèrent comme on le leur avait dit. Et les riches arrivèrent et achetèrent et s'étonnèrent de l'abondance et du bas prix et de la bonne qualité des objets, et ils s'en allèrent et en profitèrent double et triple; et ceux qui étaient moins riches, et tous les autres qui *avaient* de quoi acheter, arrivèrent et achetèrent également, et se réjouirent du bas prix auquel ils eurent tout, et eux aussi profitèrent de tout cela abondamment.

Et les ouvriers qui n'avaient pas travaillé et qui n'avaient point obtenu de salaire, arrivèrent également et voulurent acheter. Mais les marchands leur demandèrent : « Où est « l'argent en échange de la valeur que nous vous donne- « rons? Voyez, nous ne demandons que peu, car tout est « devenu à très-bon marché. »

Et les ouvriers répondirent : « Nous n'avons point d'ar- « gent car nous n'en avons point reçu, puisque les machines « ont fait la besogne pour nous, et que nos maîtres n'ont « plus eu que faire de notre travail. »

Et les marchands dirent : « *Pour rien* nous ne pouvons « vous donner nos marchandises ; allez, adressez-vous aux « riches et demandez-leur l'aumône, ils vous la donneront et « vous reviendrez chez nous acheter. »

Et les ouvriers, tourmentés par la faim, suivirent ce conseil ; et les riches *donnèrent* l'aumône, et les magistrats, touchés de compassion, ordonnèrent qu'on portât secours aux pauvres ouvriers, et ceux-ci en eurent pour eux et pour leur famille; mais voici que d'ouvriers bien frais, bien dispos, utilement occupés, ils sont devenus des mendiants maussades, indolents et oisifs.

Et les cinq bons et charitables esprits, voyant cette métamorphose, tinrent conseil et se dirent l'un à l'autre : « Nous « nous étions imaginé que porter l'allégement au travail « ou même le rendre indispensable, ce serait rendre tous les

« hommes riches, contents, heureux ; et voilà que la jouis-
« sance ne devient le partage que *d'une partie,* tandis qu'une
« autre et même plus grande partie en devient pauvre,
« inactive et triste et dépendante des autres, et les hommes
« n'ont plus besoin l'un de l'autre. »

Alors un d'entre eux, qui était le plus sage, dit : « Ne ju-
« geons pas avec trop de précipitation. Jusqu'ici le temps a
« été trop court pour savoir ce qui en adviendra. »

Et les instruments continuèrent de pourvoir à tout le travail de la main d'homme, et l'abondance à bon compte était sans exemple.

Mais lorsque cela avait duré ainsi quelque temps et que les ouvriers sans travail venaient chaque jour demander l'aumône et des secours, cela commença à ennuyer les riches et les magistrats, et ils songèrent à diminuer leurs dons ; et le résultat en fut la souffrance et la misère dans les familles des ouvriers. Ceux-ci ne purent plus acheter que les choses indispensables pour la subsistance de la vie et quelquefois même pas assez de cela ; une infinité de choses leur furent interdites et inaccessibles, auxquelles ils s'étaient plus ou moins habitués, lorsque le travail et le salaire ne leur manquaient point. Et les marchands et les industriels aussi commencèrent à se plaindre, disant : « Nous ne vendons
« que peu en comparaison d'autrefois et cela à si bon mar-
« ché et à petit bénéfice, comment nous sera-t-il possible
« de gagner avec cela assez pour payer nos contributions,
« au fisc et rembourser les sommes qu'on nous a prêtées? »

Il arriva aussi que les riches se réunirent, délibérèrent et dirent : « Nos terres se trouvent maintenant dans les mains
« de nos fermiers ; or, voyez ces gens-là qui moissonnent
« où ils n'ont pas semé, et ils s'enrichiront de *nos* proprié-
« tés ! » Sur cela ils réclamèrent un loyer plus considérable de ces propriétés, puisqu'on pouvait maintenant les exploiter sans frais ni main-d'œuvre ; et les fermiers, voyant qu'il se trouvait bon nombre de gens dans le pays, sans travail et qui ne gagnaient rien, qui, par conséquent, voudraient payer volontiers un loyer plus élevé, consentirent à ce qu'on leur demanda.

D'autres riches, qui avaient prêté de l'argent sur gages ou hypothèques, ou qui avaient placé leur argent chez des gens industrieux d'une autre manière, vinrent également chez leurs débiteurs pour demander des intérêts plus élevés, sous prétexte que tout était devenu extrêmement bon marché et que l'argent prêté leur porterait maintenant des bénéfices considérables sans travail ni peines ; et les débiteurs, craignant que l'argent qu'on leur avait prêté ne leur fût retiré et donné à d'autres, qui l'emploieraient à leur propre usage et se soumettraient volontiers aux conditions proposées, à défaut d'autres moyens de subsistance, consentirent également aux *exigences des créanciers.*

Et il arriva qu'il ne resta bientôt rien non plus à tous ces gens-là, sauf le plus indispensable pour leur subsistance; ils durent donc également s'abstenir d'acheter de beaucoup des productions que les machines fournissaient journellement; et à leur tour ils ne vendirent que peu de ce qui formait leur commerce ; ils devinrent par conséquent pauvres et tristes et n'eurent plus rien à faire.

Et il y avait toujours grande abondance de toute chose dans le pays, et la modicité des prix était sans exemple,— mais peu seulement pouvaient en profiter.

Et voilà les riches recevant des loyers et des rentes exorbitants, et eux *seuls* achetèrent pour peu d'argent des objets dont il y eut abondance, et ils augmentèrent de plus en plus leurs richesses, à n'en point finir.

Lorsque maintenant les bons et charitables esprits se mirent de nouveau à délibérer et qu'ils remarquèrent que la plupart des hommes ne pouvaient satisfaire au commandement de Dieu : « Dans la sueur de ton visage tu mangeras « ton pain ; » et que par-dessus cela ils manquaient de beaucoup de choses, tandis que les riches avaient accumulé tous les trésors de la terre et avaient mille fois plus de jouissances que les autres, ils allèrent détruire tous les instruments ingénieusement construits et les hommes-machines, et anéantirent encore, en s'élevant vers leur séjour de bonheur, une grande partie des machines construites par les hommes mêmes.

Après qu'il s'était écoulé encore quelque temps, les ouvriers furent rappelés auprès de leurs anciens maîtres, et reçurent derechef travail et salaire comme par le passé ; car les gens opulents et ceux un peu moins riches voulaient toujours acheter et jouir, et les objets dont ils avaient besoin devaient être gagnés, produits et apportés, et chacun de s'empresser de se trouver à sa place, pour pourvoir à tous ces besoins, ce qui réclama la coopération de beaucoup de mains d'hommes.

A la disparition de cette vision nocturne, l'auteur de cet écrit remarqua qu'il venait de passer en revue les conséquences extrêmes du système des plus savants économistes : il avait vu la modicité des prix à son comble ; le travail de l'homme rendu tout à fait inutile, et ceux qui ne possèdent que les moyens d'exécuter ce travail, réduits à l'indolence, à l'indigence, à la dépendance absolue des possesseurs des biens et des richesses, lesquels à leur tour pouvaient maintenant se passer de l'aide et du travail des autres.

Il se réjouit de voir que ces extrémités ne se sont point encore réalisées ; que l'on n'a encore fait peut-être que la huitième ou la dixième partie du chemin qui y conduit ; et que peut-être aussi une pareille partie seulement de ceux qui n'ont d'autres moyens de subsistance que le travail de leurs mains, était parvenue à l'état des ouvriers dont il a vu la position déplorable dans son imagination.

Il se réjouit également en réfléchissant qu'il serait tout à fait impossible de pousser à un aussi haut degré l'application du système en question ; que quoi qu'on fasse, il resterait toujours une partie quelconque, quelque légère que ce soit, d'hommes à chair et os, dont on continuera d'avoir besoin pour prêter la main au travail des machines.

Avec tout cela, le sort futur de tant de millions de ses frères l'inquiétait, car il craignait qu'en adoptant les maximes de ces savants économistes, on n'augmentât dans tous les pays de plus en plus le nombre des machines, qu'on ne s'appliquât à diminuer ou même à écarter entièrement le travail de l'homme, et qu'on ne parvînt ainsi successivement sur la voie qui conduit à ces mêmes extré-

mités que son imagination lui avait fait voir, quand même le bout définitif de ce chemin ou son extrémité ultérieure ne puisse jamais être atteinte.

Dans cette prévision, il alla de nouveau consulter les ouvrages de ces savants illustres, pour voir s'il ne pouvait y trouver de quoi l'éclairer et le tranquilliser.

Et effectivement il y trouva qu'on avait tâché de faire naître cette tranquillité.

Il trouva qu'à ceux qui voudraient contester l'utilité de l'introduction des nouvelles machines, par lesquelles le travail d'une grande partie d'hommes deviendrait inutile, on fait observer : qu'en désapprouvant ces machines, instruments et outils, on ne devrait pas se borner à si peu de chose, mais qu'on devrait en même temps condamner ou détruire la charrue, la lime, la scie, les moulins, etc., car eux aussi tendent à abréger et à diminuer le travail de la main. Mais cette observation rappela à l'auteur de cet écrit les qualités de *l'opium*, lequel, en cas de besoin, quand il est administré en petite quantité et en temps utile, produit un effet éminemment salutaire ; mais dans l'absence de ce besoin ou employé immodérément et mal à propos, il est on ne peut plus nuisible et bien souvent funeste.

Cette circonstance l'a conduit sur les traces de résoudre et de réfuter l'argument si important allégué par le savant Say en militant pour l'introduction des nouvelles inventions, lorsqu'il dit (1) :

« Je ne parle pas de l'influence qu'a eue l'imprimerie
« sur le perfectionnement des connaissances humaines et
« sur la civilisation ; je ne veux la considérer que comme
« manufacture et sous ses rapports économiques. Au mo-
« ment où elle fut employée, une foule de copistes durent
« rester inoccupés ; car on peut estimer qu'un seul ouvrier
« imprimeur fait autant de besogne que deux cents copistes.
« Eh bien, la facilité de lire les ouvrages imprimés, plus
« grande que pour les ouvrages manuscrits, le bas prix

(1) Voir Say, Traité d'économie politique, tome I, liv. I, chap. VII de la 6e édition.

« auquel les livres tombèrent, l'encouragement que cette
« invention donna aux auteurs pour en composer un bien
« plus grand nombre, soit d'instruction, soit d'amusement;
« toutes ces causes firent qu'au bout de très-peu de temps, il
« y eut plus d'ouvriers imprimeurs employés qu'il n'y avait
« de copistes. Et si à présent on pouvait calculer exacte-
« ment, non-seulement le nombre des ouvriers imprimeurs,
« mais encore des industrieux que l'imprimerie fait travail-
« ler, comme graveurs de poinçons, fondeurs de caractères,
« fabricants de papier, voituriers, correcteurs, relieurs,
« libraires, on trouverait peut-être que le nombre des per-
« sonnes occupées par la fabrication des livres est cent fois
« plus grand que celui qu'elle occupait avant l'invention de
« l'imprimerie. »

Cet exemple se présente en effet au premier abord comme concluant: mais en y réfléchissant tant soit peu, on s'aperçoit facilement, qu'il n'est guère possible de l'appliquer généralement à un grand nombre de nouvelles inventions, mais qu'on doit le considérer comme un fait isolé.

En effet, pour peu qu'on se replace au temps où l'art de l'imprimerie a été inventé, on devra reconnaître que la généralité de la masse des hommes ne lisait pas, ni ne savait lire; que cette masse, quoique susceptible d'être civilisée et instruite, n'était pourtant en réalité ni civilisée, ni instruite.

Quelle immense tâche *nouvelle* donc cette invention ne trouva-t-elle pas à remplir à l'aurore de la civilisation! Immense surtout à cause de la soif insatiable d'instruction qui dut naître dans chacun, à qui seulement un rayon unique de la lumière faisait entrevoir la brillante perspective *de ce qui était à venir;* et de plus encore à cause du domaine vaste et illimité sur lequel l'esprit de l'homme est capable de s'étendre et de se propager!

Mais cet esprit était alors pour la plus grande partie pareil à une terre sèche, déserte, incultivée d'une étendue immense, où presque tout restait encore à faire.

Si toutes les *exigences matérielles,* tous les besoins du corps, ceux qui se rapportent à la nourriture, à l'habillement, au

logement, au chauffage, à l'amusement, etc., eussent été alors aussi peu satisfaits, chez la masse des hommes, comme il en était des besoins spirituels ; certes les inventions qui en origine devaient pourvoir en tout cela, auraient pu de plein droit être mises sur la même ligne quant à l'importance pour le bien-être général de l'humanité ; bien qu'il eût toujours resté une différence remarquable entre les deux genres de besoins, en ce que le domaine des besoins et des jouissances *intellectuelles* est beaucoup plus vaste et qu'il s'étend de plus en plus à mesure qu'il est cultivé ; lequel surcroît de travail coopère à augmenter de plus en plus le bien-être *matériel ;* ce qui cependant ne saurait jamais être le cas de l'accomplissement des exigences corporelles ou physiques et des sens.

En effet le corps de l'homme a une dimension déterminée ; son estomac doit se contenter d'une quantité donnée de nourriture si par des excès il ne veut pas détruire le bien-être du corps entier ; il en est de même avec les vêtements, l'espace et les ornements des demeures, etc. L'étendue du domaine du luxe et de l'opulence peut sans doute être grandement élargie, mais elle n'égalera jamais celle des besoins et des jouissances de l'esprit.

Mais en admettant même une égalité parfaite entre eux, il y aura encore d'autres réflexions importantes à faire et qui diminueront, disons même qui détruiront entièrement la forme d'application de l'exemple cité par M. Say.

1° La disposition morale de l'homme lui-même, qui ne fera jamais un objet de reproche ou de désapprobation des jouissances de l'esprit et de la propagation de ses connaissances, alors même que beaucoup de ses semblables ne sont pas encore susceptibles de partager ces jouissances avec lui. Il ne lui est pas loisible de s'arrêter au milieu du chemin et d'attendre l'arrivée d'autres, quand même son intention est de leur faciliter le chemin tant qu'il pourra. Il n'en est pas ainsi des jouissances toujours croissantes des sens, des excès dans l'usage d'une infinité d'objets matériels qui flattent la sensualité et que le luxe et l'opulence font naître. Quant à *celles-ci,* l'homme sage et raisonnable leur établira des bornes et tâchera d'être utile par des lois de modération,

tant pour lui-même que pour beaucoup d'autres, aussi ceux qui viennent après lui.

En d'autres mots : le sage reconnaît le développement toujours croissant et le perfectionnement de l'esprit comme un devoir, comme un *besoin de sa nature;* c'est pourquoi il fait amplement usage des progrès de l'art typographique sans avoir rien à se reprocher ; mais il ne trouve pas à un si haut degré un penchant de liberté pour l'usage jusqu'à l'excès des objets de luxe que ferait naître une trop grande modicité de leur prix.

2° L'avarice, l'orgueil des familles viennent à l'appui de la sagesse et de la modération, quoique partant de points de vue tout différents, pour resserrer la jouissance d'autres productions de l'industrie, des articles de luxe dans de plus étroites limites que les productions de l'imprimerie.

Un avare vivra dans chaque pays à aussi bon marché qu'il le pourra, et dépensera de ce qu'il y aura ramassé le moins qu'il lui sera possible.

Il jouit donc de la modicité des prix sans que pourtant la masse de ses consommations en soit augmentée, seulement il ramassera d'autant plus. Cependant pour y bien réussir il ne doit pas rester en arrière de ses contemporains en général, par rapport aux connaissances et au développement intellectuel. Il éprouve donc inévitablement le *besoin* des moyens d'y parvenir ; mais il se soucie peu ou point de l'emploi de beaucoup d'objets nouveaux et inutiles du domaine du luxe et des jouissances matérielles.

Celui qui est la souche ambitieuse et orgueilleuse d'une famille distinguée, profitera également de la modicité du prix du travail. Sa fierté nobiliaire le poussera à augmenter et à agrandir ses possessions, ses richesses de plus en plus, à mesure que la baisse des valeurs en fournira l'occasion, afin de pouvoir assurer à ses enfants une position d'autant plus élevée dans les rangs de la génération à venir. Voilà donc un nouvel obstacle à l'agrandissement d'une jouissance des produits de l'industrie dans la même proportion que la modicité des prix devait le faire attendre.

Ce même orgueil de famille, cette morgue, loin cependant

de l'en empêcher, l'engagera plutôt à se mettre lui-même et ses enfants à la hauteur des progrès de la civilisation et de la science. Il croirait devoir rougir d'être à cet égard en arrière de ceux d'une moindre extraction ; la réaction est par conséquent de ce côté moins pernicieuse pour les produits de *l'art typographique*.

3° Le travail nécessaire à l'art d'imprimer n'est pas d'ailleurs pour une grande partie seulement mécanique ou *corporel* mais aussi *intellectuel*. La plus grande partie, comme les *écrivains, correcteurs, compositeurs, traducteurs, libraires*, etc., s'occupe de travaux qu'il n'est pas donné jusqu'ici aux machines d'exécuter, et de là sans doute aussi le grand nombre auquel on se rapporte et qu'à cet égard on n'a pas encore pu diminuer dans la même proportion que cela a pu être effectué et l'a été effectivement, là où le simple *travail des mains d'hommes* a été remplacé par des forces physiques de la nature.

4° Les gouvernements de presque tous les pays civilisés dépensent des sommes considérables en faveur des progrès de l'instruction intellectuelle des classes inférieures ; ils viennent par là efficacement à la rencontre de la propagation du besoin des productions de l'art typographique, et leurs efforts sont appuyés par tous les hommes raisonnables qui en ont les moyens.

En agit-on de même pour exciter le penchant pour le luxe et les jouissances matérielles, pour faire naître parmi les mêmes classes de citoyens le goût des choses superflues? Ne se sert-on pas au contraire de l'instruction pour recommander l'économie, la modération, la réflexion, la subordination, l'empire sur soi-même ? Il suffira de reconnaître cette dernière vérité, pour ne plus se tromper sur l'immense différence qui existe entre l'art typographique qui est presque inépuisable dans le nombre et l'étendue des besoins auxquels il donne de plus en plus naissance et qui réclament un excédant de travail, et d'autres inventions qui ont pour but de supprimer ou du moins de diminuer le travail qui *existe déjà en réalité*.

La *première* tend d'une part à procurer des moyens de sub-

sistance à des millions d'individus, et d'autre part à inspirer du goût pour l'économie et la modération ; les *dernières* dépouillent des millions d'individus du travail qui les nourrit, et excitent à la dissipation et aux excès dans la jouissance des choses devenues à meilleur marché, d'objets superflus, les hommes qui possèdent les moyens de satisfaire à ce penchant immodéré.

L'invention de l'art d'imprimer a donc satisfait au *besoin universel* de l'humanité ; aucun besoin n'a au contraire conduit à beaucoup d'inventions d'une date plus récente. On avait déjà devant soi un terrain cultivé, portant de beaux et salutaires fruits. Le riche jouissait déjà de son opulence et des innombrables biens de la vie ; l'ouvrier trouvait plus de travail et de salaire que maintenant, et partant plus de moyens pour subsister.

Le *premier* était par conséquent le remède susmentionné administré en temps utile et avec modération ; en introduisant les dernières, on administra le remède *intempestivement, immodérément*, et il tourna au préjudice du patient. D'une part il favorisa le luxe et l'opulence croissants, d'autre part il accéléra la marche de la pauvreté et de la misère : témoin la situation des classes ouvrières dans presque toute l'Europe, mais surtout dans les pays qui surpassent les autres pour le nombre des machines en exploitation.

Je pense en avoir dit assez pour prouver que l'exemple de l'invention et de l'introduction de l'art typographique, et du surcroît de travail procuré par *ce* moyen, est une spécialité qu'on ne saurait citer à l'appui d'une théorie générale, d'une doctrine tendant à établir l'influence salutaire des machines qui doivent REMPLACER le *travail de la main* d'homme.

D'ailleurs combien les nouvelles inventions n'ont-elles pas contribué à diminuer le nombre d'ouvriers nécessaires à cette *même* branche de l'industrie ! Le travail qui réclamait jadis la coopération de seize presses ordinaires, se fait maintenant à l'aide d'une seule presse à vapeur.

Peut-on dire après que cette invention *plus récente* équivaut à celle dans son état *primitif*, par rapport à l'accroissement des moyens de subsistance pour la classe ouvrière ?

Mais les économes politiques précités vont plus loin : « La « modicité du prix du travail, disent-ils, augmente la con- « sommation, et de là résulte un nouveau besoin de tra- « vail. »

Mais, leur demanderai-je, à quoi servirait une plus grande consommation qu'il n'est nécessaire, pour pouvoir vivre confortablement et avec aisance? Ne serait-ce pas abuser des dons de la nature?

D'ailleurs comment pourvoir derechef dans ce surplus de travail? L'accroissement du nombre des machines de toute espèce (1) répond pour nous, de même le bas prix de la main-d'œuvre et le manque de travail dont se plaignent des ouvriers sans nombre dans beaucoup de pays civilisés.

Et à la regarder de bien près, surtout en l'examinant *par rapport à sa durée probable*, la maxime en elle-même prête beaucoup à la critique.

Du moment où le bas prix du travail et l'exiguïté des salaires ont appauvri la nombreuse classe ouvrière, ceux qui y appartiennent cessent d'être consommateurs pour un grand nombre de productions? Cette diminution de consommateurs réagit désavantageusement sur les débitants également nombreux de ces articles en seconde et troisième main, et ceux-ci subissant une réduction dans leur débit viseront à leur tour à l'économie en diminuant leurs dépenses et leur consommation. De cette diminution dans la consommation et les bénéfices parmi d'aussi nombreuses classes d'habitants résulteront une réduction dans les revenus et le nombre de citoyens imposables pour l'État; de plus fortes charges, de ce chef, pour les riches et fortunés; de là bientôt une diminution de dépenses et de consommation chez ceux-ci; et la concurrence de toutes ces diminutions doit nécessairement finir par se faire sentir d'une manière éminemment déplorable pour les sources primitives, les fabriques. Et c'est ainsi que le surcroit de consommation n'est que *temporaire*, et n'est de quelque durée considérable que dans les États où

(1) En Angleterre entre autres on évalue le nombre des machines en ce moment à largement 10,000; mais voyez aussi quelle détresse!

l'on a encore quelques avantages sur ses voisins, où la consommation chez l'étranger tributaire doit balancer et réparer la réduction dans la consommation à l'intérieur : ce qui cessera, dès que là aussi on aura recouru aux machines et qu'on y aura fait les progrès nécessaires. Vient alors l'époque dangereuse et désastreuse d'une *production surabondante*, de stagnation et de disette.

Mais on a cité encore d'autres exemples que celui de l'art typographique.

« Si l'art de TRICOTER LES BAS n'était pas inventé, dit « M. SAY, les ouvriers n'auraient point de bas. » Certainement non ; mais cette invention satisfit également, du moins dans les climats froids, *à un besoin auquel il n'avait pas été satisfait à l'époque de l'invention*, ce besoin fut par conséquent *original, nouveau*. Mais admettons maintenant que pour satisfaire à ce besoin en Europe quelques centaines de mille individus soient journellement occupés, et gagnent avec ce travail autant qu'il leur faut pour subsister ; que tout d'un coup une centaine de personnes se présentent et introduisent des machines d'une nouvelle invention, qui ne demandent que l'aide de quelques mille ouvriers pour satisfaire à tout le besoin, en produisant à la moitié du prix d'autrefois ; de manière que chacun *qui en a les moyens* pourra, au lieu de se contenter de six paires de bas (qui suffisaient jadis à ses besoins), se procurer douze paires plus beaux que les anciens : croirait-on que les centaines de mille individus qui avec cela n'auraient plus de travail à fabriquer des bas, jouiront par suite de cette innovation de prospérité et d'aisance ? que ces mêmes individus continueront toujours d'avoir des bas ou de pouvoir s'en procurer la matière première ? ou bien serait-on d'avis qu'ils trouveront de l'emploi dans les fabriques où les cent machines en question sont confectionnées, ou bien dans les houillères d'où ces fabriques tirent leur combustible, ou enfin chez les entrepreneurs des transports de ce combustible, dans les usines, etc. ?

Mais les fabriques *étaient* déjà pourvues d'ouvriers lorsque les machines destinées à condamner tant de tricoteurs de

bas à l'oisiveté, en sortirent; et pour quelques machines supplémentaires qu'un surcroît momentané de consommation de bas rendrait nécessaires, on ne voudra certainement pas faire les immenses dépenses d'établir des fabriques pour construire ces machines; on doit plutôt avoir soin que les fabriques existantes *continuent toujours* à trouver du travail, sans quoi elles souffriraient d'un excès de production et de stagnation.

Et pour l'exploitation des charbons nécessaires dans une fabrique, et pour leur transport ainsi que pour celui des matières premières pour être fabriquées : tout cela ne se fait-il pas également au moyen de machines qui doivent diminuer autant que possible ou même rendre tout à fait inutile *le travail de l'homme*, afin d'effectuer l'exploitation et le transport au prix le plus modique?

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la fabrication des *bas mêmes*. Mais il y a à ajouter le travail pour préparer la *matière première*, pour filer *le lin, la laine, la sayette* (estame), etc. Lorsque la consommation n'était encore que la moitié de ce qu'elle est devenue, l'absence de plusieurs machines de nouvelle invention procura du travail et du pain à un grand nombre de fileurs. Croirait-on peut-être que les fabricants de bas en gros d'aujourd'hui continueront à donner du travail à tous ces fileurs de la matière première? Aucunement. Est-on informé que dans un pays limitrophe on a des machines qui préparent la matière première à un prix beaucoup inférieur : on tirera *de là* la provision de matière première préparée dont on a besoin, ou bien on se procure une pareille machine : et voilà encore des milliers de *fileurs*, autrefois répandus dans tout le pays et nourris par le produit de leur travail, renvoyés sans ouvrage et bientôt sans pain.

Que devront maintenant faire ces malheureux pour gagner du pain? Les recevra-t-on également aux fabriques de machines, aux houillères, aux usines et fonderies de fer, aux entrepreneurs du transport des objets, etc.? leur dira-t-on de se joindre aux centaines de mille ouvriers tricoteurs déjà antérieurement renvoyés?

Tellement est-il grand le nombre de ceux qui perdent leurs moyens d'existence par la seule fabrication de *bas* au moyen de machines, ils ne pourront plus acheter des bas pour eux-mêmes quelque modique qu'en soit le prix, et loin d'être augmentée la consommation de cet objet se trouvera diminuée : quand, comme il a été dit, l'époque sera arrivée d'une surabondance de production, d'une stagnation forcée des machines et d'un manque de subsistance, pour ceux même qui jouiront du privilége d'y trouver de l'occupation.

S'imaginera-t-on que ces inconvénients se trouveront compensés, et *moralement* et *matériellement*, par le *redoublement* de bénéfice de ceux qui pourront profiter de la modicité du prix, et qui autrefois pouvaient fort bien pourvoir *simplement* à leurs besoins?

Est-il donc enfin juste de mettre des inventions PRIMITIVES des arts d'imprimer et de tricoter sur une même ligne que l'invention des machines qui, ne faisant que perfectionner ces anciennes inventions, rendit l'ancienne méthode d'imprimer, de filer les matières premières et de tricoter des bas inaccessible pour une foule d'ouvriers qui autrefois y trouvaient du travail et leur existence?

Après avoir vu un résultat aussi défavorable que celui que nous venons d'exposer, on parlera peut-être d'une quantité d'*autres* inventions existantes, et on prétendra qu'à cause de leur grand nombre elles doivent fournir assez de travail pour les ouvriers renvoyés.

Mais ce que nous venons de remarquer concernant les fabriques de bas avec machines, nous le trouverons partout ailleurs, où les inventions tendent vers une diminution de *travail des mains déjà existant ;* et où un besoin *tout nouveau, tout original* n'a pas été créé, auquel ces inventions sont appelées à satisfaire.

Et même dans ce *dernier* cas la naissance de ce nouveau besoin ne sera pas aussi utile pour la prospérité de la classe ouvrière qu'elle le serait si l'on voulait se *passer* des machines et laisser les productions à leur prix plus élevé. Cela n'empêcherait pas que la classe ouvrière en fît l'acquisition quand elle en sentirait la nécessité ; puisque les salaires

élevés le leur rendraient possible, d'autant plus que le besoin, en devenant plus général réclamerait la concurrence d'un plus grand nombre d'ouvriers, pour y satisfaire; tandis que si le besoin n'était pas général, les ouvriers pourraient s'en passer également, et que le plus petit nombre qui y trouve son occupation, y aurait toujours son profit, et exercerait ainsi son influence sur le prix élevé des salaires des autres ouvriers en général.

Jusqu'ici nous n'avons envisagé les suites de cette modicité du prix du travail qu'on a fait si haut sonner, que dans son rapport à la classe des *ouvriers;* mais son influence n'est guère moins pernicieuse à la situation de cette nombreuse classe de citoyens connus sous la dénomination collective d'*industriels*, comme les *marchands*, *débitants*, *boutiquiers*, *revendeurs*, etc.

Un premier résultat de la diminution du nombre d'*ouvriers* en état de gagner comme tels assez pour subsister, sera l'augmentation du nombre de *débitants*, de *boutiquiers*, grands et petits, qui cherchent leur subsistance dans la vente *en détail* des objets que les machines vont produire.

Il ne sera pas nécessaire de prouver ces faits.

Chaque habitant d'une ville quelconque n'a qu'à jeter ses regards autour de lui, pour remarquer une augmentation excessive de boutiques et de détaillants, allant toujours croissant à mesure que les machines font exercer leur influence plus sensible sur l'état des sociétés.

Il en résulte qu'en dépit de l'accroissement de consommation, qu'on dit avoir lieu et qu'on prétend devoir continuer toujours (ce qui ne se peut pas), le débit de ceux qui étaient également des débitants dans l'ancien temps, ne s'est nullement augmenté, et s'il s'est augmenté, les bénéfices seront restés les mêmes, ou même seront moindres qu'ils n'étaient autrefois, lorsqu'on y arrivait avec moins d'embarras, moins de dépenses, moins de crainte ou de risque de pertes connues sous le nom de *banqueroutes*.

Admettons comme exemple qu'un boutiquier de cette catégorie aurait débité, à l'époque où l'aune de drap fin coûtait fl. 12, *mille* aunes par an, son débit s'élevait par consé-

quent à fl. 12,000 et s'il a calculé ce débit sur un bénéfice de 15 °/₀ (ce qui lui a été facile lorsqu'il y avait encore peu de concurrence), son bénéfice était de fl. 1,800 par an, dont il pouvait subsister.

Admettons maintenant un redoublement de consommation, de sorte que tel qui se contentait chaque année d'un seul habit, s'en fasse faire maintenant deux. Mais le bon drap s'achète actuellement à fl. 6 l'aune, et le consommateur pense, en outre, que le drap n'a plus besoin d'être aussi fort, aussi durable qu'autrefois. La mode change trop souvent, se dit-il, et je renouvelle maintenant ma garde-robe deux fois autant que par le passé.

Si le nombre des boutiquiers était resté absolument le même comme anciennement et que ce débitant eût conservé toutes ses anciennes pratiques, il gagnerait toujours ses fl. 1,800 par an, quoique pour arriver à ce résultat il doive acheter, emmagasiner et mesurer 1000 aunes de plus, ce qui lui coûtera le double de temps, de travail, de soin, d'embarras et de place dans son magasin ou sa boutique qu'autrefois. Or, au dire des habiles économes politiques précités, tout cela tourne au préjudice de la richesse nationale, puisque ce temps, ce travail, ce soin pourraient sans cela être employés plus utilement.

Mais voyons ce qui s'est passé. Trois individus ne trouvant plus, comme tant d'autres, de l'occupation dans le *travail*, et s'étant entendus avec des bailleurs de fonds à une rente onéreuse, se sont établis comme boutiquiers dans le voisinage de celui dont nous venons de parler. Des maisons, autrefois fermées, ont été transformées en magasins élégants et splendides.

Les *commis voyageurs* des fabriques à machines, remplis de zèle pour leurs patrons et pensant que si EUX n'allaient pas voir ces nouveaux marchands, d'autres après eux le feront et débiteront leurs marchandises, s'y rendent et vendent à ces nouveaux venus à aussi bon compte qu'à leur ancienne pratique qu'ils viennent de quitter.

Ces nouveaux marchands ainsi avantageusement pourvus, remarquant que leur concurrent établi depuis longtemps

conserve son débit et sa subsistance avec son ancien bénéfice de 15 %, tandis que personne ne se présente chez EUX, disent : « Cela doit changer, *nous* aussi nous voulons vivre. » Cette décision prise, ils se contenteront d'un bénéfice de 10 % et commencent d'attirer à eux les pratiques de l'ancien débitant.

Celui-ci s'en apercevant, et ne voulant pas perdre son débit et ses pratiques, va plus loin et se contente d'un bénéfice de 8 % et continuant et concourant de cette manière, notre homme qui autrefois gagnait avec peu de soins et de peine fl. 1,800 par an, sera maintenant avec le double de soin et de peine réduit à un revenu de fl. 900, c'est-à-dire à la moitié de sa subsistance ancienne ; tandis que ses trois concurrents, en lui enlevant chacun fl. 300 de son bénéfice précédent, avec tout l'embarras de leur établissement, les charges et les arrangements et dispositions inévitables à cette occasion, surtout *avec le capital qu'ils ont dû emprunter à une rente considérable*, auront, comme on dit « trop peu pour en vivre et trop pour mourir; » au lieu que s'ils avaient pu rester à leur travail avec un salaire convenable, ils auraient eu un moyen de subsistance satisfaisant, *sans dettes*, et en proportion avec leurs besoins et leurs charges.

Si l'ancien marchand, faisant valoir un plus grand capital, leur a donné ses marchandises à *crédit*, afin de ne point devoir renoncer à tout bénéfice de son débouché une fois établi, il se trouvera tôt ou tard menacé de trois banqueroutes ou faillites de petit commerce, comme on les nomme, sinon la charge en tombe sur les patrons des commis voyageurs.

Je défie tous ceux qui n'ont pas encore perdu tout sentiment de vérité et qui ont suivi avec quelque attention la marche des affaires, de me donner un démenti par rapport à l'exactitude et la vérité de ce que je viens d'exposer à ce sujet.

« Mais, » dira-t-on (car on doit s'attendre ici à toute sorte d'objections), « mais cet homme avec son revenu de fl. 900 « ne se trouve pas plus mal dans ses fonds que lorsqu'il « gagnait fl. 1,800, puisqu'on vit maintenant à meilleur « compte. »

Beaucoup s'en faut, dis-je. Quand même l'État n'a pas été assez malheureux de se mêler d'embarras politiques qui ont fait grossir les charges du trésor, encore y a-t-il une foule d'anciens ouvriers restés sans aucun travail (et certes il n'en manque pas), et d'autres dont le salaire, réduit à cause du bas prix de la main-d'œuvre, ne suffit pas à leur entretien, et tous sont à la charge de la *ville* ou de la *commune*, d'où résulte :

1° Augmentation de la taxe générale des pauvres; augmentation proportionnelle à cet égard pour la quote-part de chaque habitant jouissant de quelque aisance. Voilà donc déjà pour lui un surplus de dépenses pour lequel il ne peut recourir à aucun autre.

2° Quand même toutes les productions de fabriques, parmi lesquelles beaucoup appartiennent au luxe, sont devenues excessivement bon marché, ce n'est pas le cas dans la même proportion avec celles de l'agriculture, et les autres besoins les plus indispensables de la vie.

Vous me demandez pourquoi cela ?

a. Parce qu'ici comme dans plusieurs autres États une grande partie des terres sont la propriété ou grevées d'hypothèque, en faveur de riches particuliers, qui se trouvent encore en cela favorisés par la concurrence, qu'ils obtiendront des plus forts intérêts ou loyers.

b. Parce que les machines ne sont pas encore appelées à jouer un rôle aussi important dans l'agriculture, qu'aux fabriques.

c. Parce que quand même beaucoup parmi ceux qui n'ont plus beaucoup ou qui n'ont plus rien à dépenser peuvent ajourner le renouvellement de leurs habits ou y renoncer, cela ne peut avoir lieu avec beaucoup de productions de l'agriculture, et il n'y a donc pas tant à craindre à leur égard qu'avec la prospérité décroissante, la demande après ces objets ne diminue au même degré que les produits des fabriques. Il est en effet difficile d'ajourner trop longtemps le besoin de se nourrir.

d. Parce qu'en outre du droit foncier prélevé par le fisc on a introduit dans beaucoup de villes l'octroi ou le droit

d'accises sur les objets les plus indispensables de la consommation, pour faire face aux besoins locaux, sans que ce droit frappe les objets de luxe qu'on y importe. Il arrive ainsi que celui qui introduit pour fl. 10,000 de grain moulu, de combustible, d'abatage, de bière ou autre boisson, doit payer pour cela un droit considérable, libre à lui de se recouvrir sur les consommateurs ; mais nullement celui qui fait entrer pour fl. 10,000 de voitures de luxe, des meubles, quincailleries, étoffes de soie et coton ; il en résulte qu'il est bien loin que la modicité des prix des premières nécessités les plus générales soient en proportion avec celle des productions des fabriques parmi lesquelles se trouvent tant d'objets de luxe.

e. Parce que, par suite de la paix si durable, les populations sont allées presque partout en croissant fort considérablement, ce qui a non-seulement fait augmenter les recherches après les objets nécessaires à l'entretien, mais aussi celles des logements, ce qui a fait considérablement monter le prix des loyers et augmenter les dépenses indispensables en faveur de ceux qui posséderont des capitaux, pour lesquels ils peuvent acheter ou faire bâtir des maisons ou les prendre en hypothèque.

f. Parce que par suite de la civilisation croissante, le nombre des besoins s'est considérablement augmenté depuis le temps ancien ; et pour citer un exemple, nous remarquerons qu'il est bien loin qu'un père de famille de la classe moyenne industrielle puisse maintenant pourvoir avec les mêmes frais à l'éducation et à l'instruction de ses enfants, qu'autrefois lorsqu'au lieu de 900 il gagnait encore 1,800 fl.

Si à tout cela se joignent encore :

g. Des contributions pour l'État en général telles que les droits *personnels*, *de patentes*, etc., plus fortes qu'elles ne l'étaient autrefois, comme cela a lieu en Hollande et aussi dans plusieurs autres États de l'Europe ; et si, par exemple, on réunit toutes les circonstances mentionnées, on devra bientôt se convaincre, que le citoyen dont nous nous occupons, *doit nécessairement s'appauvrir* et réduire considérablement ses dépenses, avec les 900 fl. auxquels se borne

maintenant son bénéfice annuel ; et que, précisément par suite de cette nécessité il ne pourra jouir que d'une minime et insignifiante partie de l'avantage qui résulte de la modicité des prix de beaucoup de productions des fabriques et des objets de luxe, à ce qu'on prétend, pour la société *en général ;* tandis que les boutiquiers, ci-devant ouvriers, que nous avons vus s'établir, se trouveront, par suite d'une concurrence démesurée et des intérêts onéreux qu'ils ont à payer, réduits à une position qui n'est qu'à deux pas de la misère et de la faillite.

Et que reste-t-il à conclure après cet examen ?

Rien autre sans doute que ce qui suit :

Que la modicité du prix de la fabrication de beaucoup de productions, ne procure une augmentation d'avantage qu'à ceux qui possèdent ou peuvent encore gagner assez, pour pouvoir jouir d'un plus grand *luxe* qu'auparavant.

Que par contre cette modicité de prix fait perdre à des millions d'ouvriers leurs moyens d'existence, et ne fait gagner à ceux qui sont encore assez heureux pour trouver du travail, qu'un salaire tellement modique, qu'avec l'augmentation des prix de plusieurs autres objets nécessaires, il est le plus souvent insuffisant pour pourvoir aux besoins les plus indispensables.

Qu'enfin cette même modicité des prix appauvrit insensiblement les débitants des productions des fabriques, cette classe si nombreuse qui vit de son industrie et de son petit commerce, et qu'elle les met hors d'état de profiter des avantages du bon marché.

Les machines ne sont par conséquent avantageuses que pour les *riches et les propriétaires de revenus fixes ;* et ces derniers encore seulement pour autant que l'impossibilité de la masse des populations de payer les impôts ne rendra pas indispensable de réduire les rémunérations accordées jusqu'ici par l'État ou autres autorités publiques.

Et s'abstiendrait-on maintenant de faire connaître cette grave vérité, de peur pour les suites qui en résulteraient si la connaissance en était trop répandue ?

Je ne le pense pas ; surtout si en découvrant la plaie on

indique en même temps le remède pour la guérir, et que l'on puisse, en outre, se persuader qu'à défaut de la guérir, l'Europe ne pourra absolument tôt ou tard échapper au sort le plus funeste qui pourrait jamais arriver à des pays civilisés.

Les lumières, les sciences sont trop avancées dans les sociétés, pour qu'on puisse encore admettre aujourd'hui comme chose possible de diviser les peuples en deux classes distinctes, en opulents et misérables *par destination*, et que les efforts qui y tendent ne doivent être considérés comme des moyens pour conduire les États vers leur ruine et le précipice.



CHAPITRE TROISIÈME.

JUSQU'A QUEL POINT PLUSIEURS AUTRES PHÉNOMÈNES REMARQUABLES ET L'EXPÉRIENCE VIENNENT-ILS A L'APPUI DE LA VÉRITÉ DE CE QUI A ÉTÉ PROUVÉ DANS LE CHAPITRE PRÉCÉDENT?

Pour parvenir à résoudre cette question nous devons jeter nos regards sur les pays et les villes qui excellent sur tous les autres par leurs machines et la quantité des productions de leurs fabriques.

Tenons-nous pour cela à l'ANGLETERRE. C'est le pays de l'invention, du perfectionnement des fabriques à machines, et il possède largement une dizaine de mille de ces machines. Qu'y a-t-on vu arriver?

On a vu *Manchester*, *Birmingham*, etc. développer leurs forces et s'élancer à une hauteur inouïe; on y a vu l'industrie, l'affluence de capitaux attirer l'admiration et la jalousie du monde entier (1).

(1) Un seul homme y peut maintenant filer avec une seule machine autant de lin qu'une centaine de personnes il y a 20 ans. Pour produire d'après l'ancienne méthode le fil qui s'y fabrique maintenant, on aurait besoin de

A-t-on aussi rencontré, avec cette affluence de richesses dans ces cités, une population contente, heureuse, prospère, parmi laquelle les fruits de cette immense industrie se trouvent répartis en une juste proportion, et qu'elle en jouissait de même ?

Nullement. On y a rencontré, à côté d'une quantité de citoyens immensément riches et opulents, un nombre infiniment plus considérable de *pauvres*, et une autre partie de la population, laquelle tant qu'elle trouvait du travail savait se tenir encore debout à la veille de la pauvreté, quoique manquant de beaucoup de choses avec un salaire insuffisant. Les émeutes périodiques provenant de la disette n'y sont pas rares, et on y a remarqué un certain degré d'immoralité parmi les ouvriers, et même un abus des facultés encore jeunes et non développées parmi les ENFANTS (dans le seul but d'obtenir de plus forts salaires), au point d'exciter l'horreur et l'indignation de leurs compatriotes mêmes, au plus haut degré (1).

La moindre crise ou stagnation dans le commerce, une concurrence survenue inopinément et sans importance visible, ou une variation quelconque dans les prix des fabrications ou des matières premières, furent bien souvent la cause du renvoi subit de plusieurs mille ouvriers de leur travail, et de la profonde misère à laquelle ils furent alors livrés.

Je crois ne pouvoir mieux faire que donner ici comme preuve de ce qui est avancé, l'extrait d'un article bien rédigé sur la ville de MANCHESTER, inséré il y a déjà quelque temps dans la *Revue Britannique* et accueilli également dans la *Bibliothèque littéraire* pour l'an 1838 (*Amsterdam chez L. Van der Vinne*), où l'on trouvera le tableau de cette immense industrie et l'état des classes ouvrières, mieux tracé qu'il ne me serait possible de le faire.

60 millions d'ouvriers, c'est-à-dire de cinq fois autant d'individus que compte l'*Angleterre*.

Qu'on s'imagine maintenant ce qui en arriverait dans le cas où l'on introduirait le même mode de fabrication par machines dans toutes les parties du monde civilisé.

(1) Voir entre autres BULWER : *l'Angleterre et les Anglais.*

« Le voyageur, » y est-il dit, « a entendu vanter une cité « opulente, dont les produits circulent à travers le monde « entier ; là vit une population laborieuse qui a conquis, par « une incessante activité, les droits politiques qui lui man- « quaient. Il se dirige vers ce foyer de civilisation ; il s'at- « tend à y trouver, non-seulement la magnificence des « édifices, mais un peuple gai, heureux et fier, une aisance « générale, le sentiment du bien-être et de l'indépendance, « la santé et l'allégresse sur tous les visages, de beaux en- « fants, de riches étoffes, quelque chose de semblable à l'as- « pect d'une ville hollandaise au XVIIe siècle : prospérité, « richesse, économie et liberté.

« Les routes sont magnifiques, des chevaux rapides entraî- « nent le voyageur ; l'espace est dévoré plutôt que parcouru. « Une fumée épaisse annonce l'approche de la ville manu- « facturière. Les campagnes sont encore belles et bien cul- « tivées ; et ces chaumières coquettes, cette élégance de la « vie rustique, séduisante pour l'imagination de l'étranger, « lui parlent de mœurs à la fois simples et ornées, unissant « au goût du bien-être l'amour de la nature et la poésie du « foyer domestique. Cependant plus il avance, plus ces char- « mantes cabanes deviennent rares : bientôt l'auberge et le « cabaret les remplacent. Voici le faubourg de la grande « cité, dans toute sa laideur, dans son activité triste ; le « bruit augmente ; le voyageur a pénétré dans la ville. Pour- « quoi ce tumulte lugubre et sourd ? Dans quel enfer est-il « tombé ? Partout des haillons, des visages livides, des en- « fants rachitiques et demi-nus, une population étiolée, des « femmes qui ne sont d'aucun sexe, et des groupes furieux « qui parcourent les rues en demandant du pain. C'est « l'émeute de la faim, la plus inexorable de toutes. Les bour- « geois ferment leurs portes et leurs fenêtres. La cavalerie « se met en marche ; les magistrats inquiets revêtent leurs « insignes. Les boulangers livrent leur pain à bas prix ; on « envahit l'étal des bouchers. Les femmes encouragent leurs « maris et distribuent à leurs enfants, dans la place publi- « que, le produit du pillage. Ce spectacle est affreux ; il n'a « pas même, pour se relever, le prestige du fanatisme. Le

« besoin brutal, la soif et la faim forcent quarante mille « prolétaires à secouer leurs haillons et à prendre le pain « des riches.

« C'est donc là, » s'écrie le voyageur, « l'opulente Manchester! « Richesse et misère, production abondante et douleurs infi- « nies. La plus active des villes manufacturières, elle qui a « le plus brillamment réussi dans la carrière de l'industrie, « la voilà ! Ses quarante mille artisans sont plus misérables « que quarante mille esclaves romains. La banqueroute « attend les manufacturiers. Tout cet appareil de machines, « toute cette production de merveilles, n'aboutit qu'à un « labeur sans fin et qu'à une misère sans remède. L'histoire « des nations modernes ne présente pas au philosophe de « phénomènes plus douloureux, ni de problème plus dif- « ficile. »

La solution du problème ne pourrait-elle se trouver pour le lecteur réfléchissant dans ce qu'on lit au 2e chapitre de notre brochure ?

« L'industrie et le commerce ont leurs paroxysmes néces- « saires ; la vie industrielle marche de conquêtes en con- « quêtes et de douleurs en douleurs. Travailler, produire, « voilà son but ; et dès que la consommation n'atteint pas le « niveau de la production, dès qu'un débouché se ferme, « elle se trouve accablée de son propre labeur et écrasée de « ses produits. »

Un lecteur moins expérimenté croira peut-être que l'on vient de conclure ici d'un seul fait, d'une exception à la règle ; que des scènes comme on en a eu une sous les yeux sont rares en cette ville. Mais voici ce que cet article dit plus loin.

« Il n'y a pas plus d'un mois, les scènes que nous venons « d'esquisser, épouvantaient les citoyens de Manchester. Si « l'on parcourt les récentes annales de cette ville, on y verra « le même désordre s'y reproduire à peu près tous les cinq « ans, par crises régulières et dont la fureur est toujours « croissante.

« En 1808, les ouvriers se révoltent et réclament l'aug- « mentation de leurs salaires.

« En 1812, ils pillent les magasins, détruisent les ma-
« chines, la justice s'empare de l'affaire; quatre hommes et
« une femme sont pendus.

« En 1817, la détresse augmente; quatre-vingts banque-
« routes se déclarent; les ouvriers s'arment, des charges de
« cavalerie dispersent l'émeute et trois cent soixante-sept
« malheureux sont livrés aux assises.

« En 1818, l'émeute s'organise d'une manière plus redou-
« table; le chapeau blanc devient le signe de ralliement des
« insurgés; ils se réunissent à *Petersfield*, *où cent mille*
« *hommes jurent d'exterminer les fabricants*. On les disperse
« à coups de sabre.

« 1825 et 1826 voient reparaître le fléau devenu gigan-
« tesque. On prend le parti d'ouvrir des *soup shops*, bouti-
« ques où l'on distribue du bouillon à 14,000 ouvriers
« réduits à la famine par les *stoppages* (suspensions) et *turn-*
« *outs* (renvois d'ouvriers). Rien ne s'apaise cependant. La
« force armée dissipe les insurgés et tue six hommes, d'au-
« tres sont livrés au bourreau. Il faut doubler la taxe des
« pauvres qui finit par s'élever à 102,000 livres sterling
« (2,552,000 fr.).

« En 1831, une réunion de trente mille hommes assem-
« blés à Ashton, demande à grands cris du travail et du
« pain.

« En 1832, les mêmes scènes se renouvellent.

« C'est au prix de ces convulsions périodiques, de ces
« sacrifices et de ces angoisses, que la prospérité DE LA VILLE
« augmente. Chaque secousse nouvelle semble destinée à lui
« faire acheter, par une épreuve de plus, l'avenir auquel
« elle prétend et qu'elle paraît devoir obtenir (1). Pendant
« qu'un triste drame se passe à l'intérieur de ces familles;
« que la faim les assiége; que le pain et le feu manquent
« aux victimes, *le capital de la ville* s'accroît; les produits

(1) A moins que, tôt ou tard, une malheureuse circonstance ne se présente où la classe souffrante, aidée et guidée par quelques ambitieux éclairés, prenne le dessus et remporte la victoire, événement dont les suites seraient incalculables, comme il serait impossible de sonder la profondeur du gouffre où se trouverait plongé le bien-être de cette ville pour un long intervalle.

« manufacturés par ces êtres misérables apparaissent à la « fois sur tous les marchés : on ne peut nier ni le progrès « de la masse, ni la désolation des individus. Les académies, « au lieu de proposer tant de sujets de prix inutiles, de- « vraient inviter les philosophes à diriger leurs méditations « vers la recherche des causes qui donnent cet étrange et « contradictoire résultat. »

On croit avoir découvert la cause. Le prix modique du travail est uniquement profitable aux riches, a ceux qui possèdent des moyens ou des revenus fixes, il fait la ruine de tous ceux qui, dépourvus de capitaux et de tels revenus, ne sont en possession que du pouvoir de travailler de leurs mains ou d'entamer quelque autre industrie quelconque.

Les *derniers* deviendront des *mendiants*, les *premiers* des *Crésus*.

Peut-être dira-t-on : La population de cette ville est si nombreuse, que la quantité des malheureux livrés à la misère ne peut être prise en considération.

Au contraire. On y a vu le nombre des malheureux émeutiers s'élevant à 30,000, 40,000 voire même à 100,000. Eh bien, la population tout entière de la ville, à l'époque où ledit article a été rédigé, est évaluée par l'auteur à quelque chose au delà de 300,000 âmes.

Et si l'on considère encore combien de pauvres misérables s'abstiennent pour l'une ou l'autre cause de participer aux émeutes, ne devra-t-on pas regarder la proportion entre les pauvres et la population dans une ville si florissante, comme excessivement effrayante ?

On ne voit ici cité que l'exemple d'une seule ville qui, il est vrai, est la plus importante de ce genre ; mais qu'on regarde hardiment partout en Europe, où l'on est parvenu à déprécier le travail de la main de l'homme au moyen des machines ; — et l'on y remarquera partout les extrêmes de l'opulence et de la civilisation tout à côté de ceux de la misère et de la démoralisation.

Efforts incessants des ouvriers d'améliorer leur sort, en

exigeant un salaire plus élevé et suffisant à leurs besoins (1); opposition contre ces efforts de la part des fabricants, qui ne sauraient soutenir la concurrence avec des salaires plus élevés, et aussi de la part de l'autorité publique qui doit regarder le triomphe de la basse classe comme le tombeau de son existence politique.

Et c'est ainsi que la misère doit continuellement être supportée, c'est ainsi qu'une mort prématurée moissonne de nombreuses victimes, et que l'opposition que lui fait la charité est beaucoup trop faible et ne vient jamais à bout de lui arracher sa proie.

Et tout cela a déjà eu lieu *maintenant*, à une époque où dans plusieurs pays civilisés on est resté encore à un plus ou moins haut degré en arrière quant à l'application du système des machines aux fabriques qui y existent; mais que sera-ce un jour quand partout ailleurs l'industrie, dans son état de développement et de progrès continuel, sera parvenue à l'égal des pays jusqu'ici les plus avancés, et que la modicité du prix du travail sera devenue *universelle?*

Combien d'ouvriers sans travail! Quelle baisse dans le prix des salaires! Quelle infinité de malheurs et de misères ne se présenteront pas *alors* à nos yeux!

Et cette misère, nous l'avons déjà remarquée en Angleterre, dans ce pays qui plus que tout autre possède dans ses colonies nombreuses et étendues d'immenses débouchés pour l'écoulement des productions de ses fabriques!

Que sera-ce dans tels autres pays qui manquent de pareils débouchés, et qui, néanmoins, prétendent devoir mettre leurs machines en mouvement et procurer des bénéfices à leurs fabricants?

L'embarras des fabricants *belges* depuis la perte des débouchés que leur avaient fournis les colonies néerlandaises, et les efforts qu'on y fait pour se procurer de nouvelles voies d'écoulement, afin de conjurer la ruine dont se voit

(1) Qu'on se rappelle seulement ce qui s'est passé souvent dans les villes de fabriques en France, à *Paris*, à *Lyon* et à *Rouen*, et aussi en Belgique il existe déjà de ces exemples.

menacée plus d'une branche de leur industrie : tout cela peut servir d'exemple, quoique encore très-imparfait, de la situation qui finira par devenir générale.

Quelle sera la fin des maux qui ne peuvent manquer de frapper tous les pays civilisés s'ils continuent ce chemin?

Et avec tout cela on voit des hommes savants, de bonne foi et d'une conscience intègre, conseiller sans restriction et prendre la défense du système de progrès et de développement de l'industrie au moyen des *machines* (1).

(1) M. Jobard à Bruxelles est de ce nombre. Dans son *rapport sur l'exposition de l'industrie nationale à Paris en* 1839, cet auteur prétend, que l'industrie n'exerce aucune influence désastreuse sur le sort des classes ouvrières. Il cite comme preuve, qu'anciennement dans les fabriques de *tulle* en Angleterre ne se seraient trouvés qu'une vingtaine de mille ouvriers, tandis que maintenant, depuis l'introduction des machines, au delà de 200,000 ouvriers trouveraient leur occupation.

Pour rendre cet exemple *généralement* applicable pour tous les pays, on devrait préalablement écarter quatre petites difficultés, savoir :

1° Il devrait être prouvé en même-temps que ces 200,000 ouvriers ensemble avec les machines auprès desquelles ils sont placés n'ont pas anéanti temporairement le travail et les moyens d'existence d'un beaucoup plus grand nombre d'ouvriers dans d'autres pays, par suite de l'impossibilité dans laquelle on s'y trouvait, de pouvoir lutter de concurrence et triompher du nouveau mode de travail.

2° Que spontanément et de plus en plus ces autres pays ne s'aviseront pas d'imiter l'exemple de l'Angleterre par rapport à la fabrication des *tulles* au moyen de machines, ainsi que nous les voyons faire avec la fabrication d'autres objets; et que cela étant, une partie considérable de ces 200,000 ouvriers en Angleterre ne viendront à manquer de travail et de pain, et ne sauront où rester.

3° Que cette branche d'industrie ne courra pas le risque de la surabondance de production, avec cette voie de fabrication, et que d'après cela il n'y aura pas à craindre pour elle les crises des pertes incalculables et des banqueroutes.

4° Que les 200,000 ouvriers dans lesdites fabriques obtiennent un salaire *suffisant* pour pourvoir à leurs besoins.

Pour peu qu'une seule de ces quatre difficultés existe, l'exemple donné ne pouvait être admis comme preuve générale et concluante en matière d'économie politique. Tout ce qu'on en pourrait déduire serait qu'une seule nation ingénieuse peut pendant *un certain temps* surpasser les autres en matière d'industrie, et donner ainsi de l'occupation à une partie de sa population; mais aucunement qu'un pareil état de choses pourrait avoir lieu

Quelle peut être la source de cette erreur?

Se tromperait-on fort en la cherchant dans le jugement qu'on a formé de ce qu'on a remarqué *dans un seul pays*, à une *certaine époque*, inconsidérément et sans distinction, sur un même résultat d'après les mêmes principes, pour *tous* les pays et dans *toutes* les époques?

C'est qu'ils ont fixé leur regard sur les grandes villes manufacturières de l'Angleterre : quelle immense activité et quel développement d'industrie! quel amas de richesses!

simultanément chez toutes les nations, ni qu'il pourrait être *stable* et de longue durée même chez ce seul peuple, quand il arrive que les autres peuples s'avisent de concourir avec lui.

La maxime que les *extrêmes se touchent* et que le relâchement suit de près un surcroît de tension se trouvera ici comme partout vérifiée.

Peut-être c'est ici la place convenable de dire un mot de la trop abondante provision de beaucoup de productions, surtout de celles qui se rapportent spécialement au luxe, à la même époque et simultanément accumulées dans beaucoup de pays civilisés, sans qu'il y en ait nécessité ou demande et sans consommation proportionnée. Il arrive que les propriétaires de magasins et boutiques sont en possession de masses énormes d'objets fabriqués, sans savoir si jamais le temps arrivera où ils pourront s'en défaire sans pertes énormes.

Qu'on nomme une pareille provision *richesse* : effectivement elle ne mérite pas ce nom. C'est plutôt un *capital mort*, ou pour autant qu'on peut encore le réaliser, il ne possédera qu'une valeur considérablement inférieure en proportion à celle qu'il a eue primitivement. Le travail, les peines qu'on s'est données pour cette acquisition sont en grande partie perdues, et cela seulement par suite de la production *prématurée* ou *intempestive* et *excessivement* abondante du moment.

Il eût été infiniment plus prudent, plus avantageux de laisser provisoirement les matières premières où elles s'étaient trouvées, de calculer les produits d'après le besoin, et de soigner ainsi pour avoir une masse suffisante de travail, n'importe s'il se fait un peu plus lentement, plutôt que d'accélérer et de multiplier celui-ci à l'infini, au delà des besoins du moment.

La nature, cette sublime institutrice, vient à l'aide de mon système. Elle ne permet à une époque donnée qu'un maximum de travail qu'elle sera prête à récompenser libéralement.

On a beau se hâter, se presser et se tourmenter, une terre, un champ ne portera le fruit de la qualité requise qu'au temps désigné par la nature. Elle dit : « Des fruits au delà de cette mesure doivent être réservés pour un « travail, pour un temps futur ; on doit vivre aussi alors, donc on doit aussi « alors travailler. » Si elle ne suivait pas cette loi, l'homme serait assez

quelle augmentation surprenante de la population et des moyens d'existence !

Et la consommation ! combien n'augmentait-elle également d'une manière sensible, par suite d'une modicité des prix des produits jusqu'ici sans exemple ! (Quoiqu'on néglige généralement de porter en déduction la diminution que subit la production dans les pays et les fabriques, que l'application des nouvelles inventions *ailleurs* met provisoirement dans l'impossibilité de soutenir la concurrence, ce qui les oblige ordinairement de suspendre leurs opérations.)

Peut-on s'étonner si ces observateurs en ont tiré cette conclusion :

« Voilà le grand, le véritable principe de l'économie poli-
« tique : diminuez les frais du travail ; abrégez et simpli-
« fiez-le au moyen d'inventions ingénieuses, en mettant en
« œuvre les forces physiques en dehors de l'homme ; la con-
« sommation des productions augmentera ; les richesses se
« multiplieront de toute part ; les ouvriers renvoyés, dont
« un certain nombre pourra toujours être employé, trouve-
« ront ailleurs de quoi se nourrir et auront un travail plus
« facile à exécuter ; le bien-être et l'aisance de la généralité
« accroîtront de plus en plus ; la prospérité, le bonheur de
« la société et les jouissances de tous les biens se propage-
« ront et étendront leurs ailes protectrices sur le globe tout
« entier. »

Rien sans doute de plus beau, de plus ravissant que cette idée, mais — *elle ne s'est point réalisée ;* pas même là où effec-

imprudent de vouloir obtenir deux, trois et même plus de récoltes dans l'espace de temps fixé pour une seule, et pour l'amour de son lucre il aurait recours à son industrie pour s'assurer cet excès.

Le risque de ne pouvoir débiter les fruits trop abondants, de les voir se détériorer, et de confondre son insatiable avidité ; la considération qu'il en résultera aussi un manque de travail, tout cela ne saurait le retenir ; et il en est de même avec une foule de produits de l'industrie.

Si l'on se tenait strictement à la leçon donnée par la nature, on ne ferait pas entreprendre un travail superflu, mal à propos ; on se passerait d'un bon nombre de moyens artificiels, et l'on ne s'empresserait pas tant d'anticiper sur un travail destiné à satisfaire aux besoins des temps futurs.

tivement elle aurait dû se réaliser, si le principe d'où l'on était parti eût été juste et véritable, et que les raisonnements qui y furent basés, eussent été en règle (1).

On avait conclu du spécial au général; mais à mesure que ce spécial était devenu général, on s'aperçut, qu'il ne peut exister véritablement que par exception, et ne peut en aucune manière servir de règle ou de vérité généralement applicable. En faisant ce calcul on ne reconnaissait pas les plus graves circonstances, telles que la concurrence probable, la surabondance de production, la réaction sur la consommation par la diminution des revenus et du nombre des consommateurs, toute cette importance que l'expérience a prouvé devoir y être attachée.

On voudra peut-être accuser les habitants aisés de *Manchester* d'une insensibilité extraordinaire, d'un manque d'intérêt ou de compassion pour le sort de la classe inférieure.

On leur ferait tort; car nous lisons dans ledit article :

« Nulle part les salles d'asile, les établissements de cha-
« rité, les écoles gratuites, les caisses d'épargne ne sont ni
« plus nombreux, ni mieux entretenus; mais nous doutons
« beaucoup que ces établissements contribuent à développer
« chez les classes industrieuses ce sentiment de haute mora-
« lité dont rien ne peut remplacer l'absence.

« Il ne suffit pas (avait-on dit plus haut) de créer des
« caisses d'épargne, mais d'apprendre aux hommes com-
« ment on épargne; d'ouvrir des salles d'asile, mais de
« leur enseigner comment on s'en passe. »

Et comment, demandons-nous, cela pourra-t-il jamais avoir lieu, tant qu'ils manqueront même du plus indispen-

(1) Dans le discours, avec lequel la reine Victoria ouvrit cette année (le 3 février dernier) le parlement, Sa Majesté disait :

« C'est avec tristesse que j'ai remarqué la malheureuse situation *conti-*
« *nuelle* des districts manufacturiers (il n'est donc plus question de *Man-*
« *chester* seule) dans tout le pays. Les malheurs et les privations qui en sont
« résultés ont été essuyés avec une résignation et une persévérance exem-
« plaire. »

(On ne saura probablement jamais combien de malheureux sont morts de faim ou ont péri par les maladies résultantes de l'excès de misère.)

sable, et qu'il n'y a moyen d'épargner ni de tenir en réserve, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants ?

Je pense pouvoir me borner ici à ces observations et communications, qui suffiront à prouver, que les événements qu'on a généralement vus arriver, de même que l'expérience obtenue, bien loin d'être en opposition avec la théorie que j'ai développée dans le chapitre deuxième, servent plutôt à la corroborer et à la prouver jusqu'à l'évidence.



CHAPITRE QUATRIÈME.

ON A, EN INTRODUISANT L'EMPLOI DES MACHINES ABROGEANT LE TRAVAIL MANUEL, DEVANCÉ LE BESOIN, LE TEMPS, LA CIVILISATION.

C'est une doctrine flatteuse et qui fait honneur à l'humanité, que celle professée par M. DUCHATEL, lorsque dans son ouvrage : *De la Charité*, il dit : « Mais l'attribut de l'homme « c'est l'intelligence, et celui du monde physique la force. « En assignant à la nature, dans l'œuvre de la formation des « richesses, les opérations qui ne demandent que de la « force, pour réserver à l'homme celles qui participent de « l'intelligence, les progrès de la civilisation ne bornent « pas leurs bienfaits à une seule classe de la société. »

Mais on s'aperçoit au premier abord que c'est une théorie qui ne sera pas sanctionnée par la pratique d'ici à plusieurs siècles. En effet, d'après cette maxime, les innombrables ouvriers qui dans la règle perdraient leurs occupations par suite de l'introduction des machines, toujours accroissante, doivent pouvoir trouver du travail soit auprès de ces mêmes machines, soit ailleurs, par l'emploi de leur *intelligence,* et se procurer des moyens suffisants pour subsister.

Mais, *d'abord*, l'homme aussi appartient pour une partie de sa constitution physique au monde matériel, et le Créateur n'a certainement pas mis sans but ni raison en lui une portion de forces corporelles et mécaniques. Or, ne serait-il pas juste et nécessaire d'employer ces forces à un but utile et productif, ou bien suffirait-il de s'en servir pour des exercices gymnastiques, promenades ou autres mouvements du corps, auxquels maintenant les classes aisées sont obligées d'avoir recours pour conserver le corps comme l'esprit en état de santé? Ce *dernier* emploi des forces physiques servirait-il de règle pour la plus grande partie du genre humain?

Mais supposons, pour le coup, que cette immense légion d'ouvriers qui, à mesure de l'accroissement du nombre des machines, doivent se trouver successivement dépouillés du travail de leurs mains, puisse avec le temps parvenir à s'assurer un genre d'occupation où l'intelligence joue le principal rôle; qu'ils se mettent, par exemple, à composer des vers, à écrire des livres et des journaux qui feraient gémir les presses à vapeur; qu'ils dessinent, peignent, jouent des instruments ou composent des pièces de musique, ou imaginent des projets et plans d'architecture, à construire à l'aide des machines; qu'ils s'appliquent à la philosophie, la théologie, la jurisprudence, la médecine, la morale, l'économie politique, l'astronomie, la mécanique, la chimie ou les autres parties des sciences physiques; qu'ils deviennent des grammairiens, des précepteurs, des graveurs, des négociants, des spéculateurs en commerce, des teneurs de livres, des administrateurs, et qu'ils produisent dans tous ces arts, sciences et branches de connaissances, une si prodigieuse quantité d'ouvrages, d'écrits, etc., qu'avec les progrès faits par la civilisation et le besoin général de jouissances intellectuelles, de développement et raffinement de l'esprit, chacun d'eux pourra gagner autant qu'il sera nécessaire dans ce pays où tout est à bon marché pour gagner sa vie, et que parmi cette foule de rivaux habiles et instruits il ne s'introduise jamais une concurrence si prononcée qu'elle empêcherait une grande partie de gagner le nécessaire : inconvénient

contre lequel personne ne semble pouvoir nous garantir ; eh bien, est-ce qu'en dépit de cette riante perspective, une immense lacune ne se présente devant nous, qu'on ne parviendra à remplir qu'après avoir vu bien des générations lutter contre la disette, la misère, les souffrances, avant que les ouvriers pussent dans tous les pays atteindre cette hauteur qui leur assure de la susdite manière leur subsistance ; avant que les besoins en général fussent tellement raffinés et améliorés que pour les satisfaire on devra faire les frais d'une si grande masse de travail *intellectuel ?* Ne heurterions-nous pas aussi contre l'égoïsme de tant de puissants de la terre, contre les efforts des ennemis des lumières et des progrès, qui s'opposeront de toutes leurs forces au lever de l'aurore d'une si heureuse époque ?

N'est-ce pas proprement dit la tâche de l'économie politique, pendant toute la durée des siècles de transition, qui par leur nature seront pour des millions d'hommes une époque infinie et continuelle de ténèbres, de disette, de chagrins et de souffrances et empêcheront et reculeront par cela même l'aurore de ces beaux jours de bonheur et de prospérité, si toutefois son arrivée n'en devient pas toujours impossible. N'est-ce pas, dis-je, la tâche de notre science de *modifier* et *d'améliorer* la situation de tous ces millions de créatures, pendant l'époque de la transition, époque durant des siècles ?

Et dans ce cas-là il est question, si l'on peut se borner à renvoyer aux établissements publics ou particuliers de charité tous ceux qui se trouvent dépouillés du travail nécessaire à leur existence par l'emploi des machines, et qui cependant ne sont pas parvenus à cette hauteur où il leur serait possible de pourvoir à leur entretien au moyen de travaux purement intellectuels ou même de ceux dans l'exécution desquels les forces matérielles et intellectuelles agissent en commun, travaux qui ne se présentent guère en quantité suffisante ? et voudrait-on imposer des souffrances et des privations à ces malheureux auxquels ces établissements ne pourront prêter secours et dont il y aura sans doute une grande partie ?

Oublierait-on combien cette dépendance de la charité publique, de la bienfaisance de ses semblables humilie et abaisse dans ses propres yeux l'homme libre et plein d'énergie? Combien elle étouffe en lui toute faculté intellectuelle ? Combien elle le rend mécontent de son sort? Combien elle l'abaisse également dans les yeux de beaucoup d'autres plus heureux, qui ne peuvent ou ne veulent pas comprendre sa situation? Combien elle le dépouille de cette douce satisfaction de pourvoir lui-même, à la sueur de son front et en employant ses forces, aux besoins de sa femme et de ses enfants, et d'acquérir ainsi un droit sacré à leur gratitude, amour et attachement, qu'on est si heureux de pouvoir s'en assurer? Combien enfin cet état d'indigence le prive des moyens et de l'occasion de cultiver son esprit, d'enrichir son intelligence et d'accélérer ses pas vers la perfection morale?

Or, si l'on est persuadé de cette vérité, qu'on évite partout et autant que possible le recours pour l'ouvrier à *toute assistance de faveur*, et qu'on s'empresse de MULTIPLIER LES OCCASIONS POUR OCCUPER BEAUCOUP DE MAINS, jusqu'à ce que la classe ouvrière ait atteint la hauteur requise, pour pouvoir suffire à ses besoins au moyen du travail intellectuel ; jusqu'à ce que le besoin de jouissances intellectuelles soit devenu si général et si répandu, que tous ceux qui sont capables d'en procurer peuvent être certains d'y trouver les moyens suffisants pour leur subsistance.

J'ai démontré que la situation *actuelle* de cette même classe est telle, qu'en dépit de tout ce qu'on dit de l'influence des machines sur l'accroissement des richesses en général, de l'augmentation de la consommation et par conséquent aussi du travail, (avantages qui d'ailleurs finissent par être paralysés par une plus grande concurrence, par l'augmentation du nombre des machines en proportion avec celle des besoins et par la diminution progressive du nombre des consommateurs), cette classe perd de plus en plus son travail et ses moyens d'exister, ou s'il lui reste quelque salaire, il ne suffit pas à satisfaire ses besoins les plus urgents : et les preuves de cette vérité se rencontrent presque dans tous les pays de l'Europe.

Et, me demanderez-vous, à quoi nous mène cette expérience?

Elle nous mène à la conclusion que quelque magnifique et ingénieuse que soit l'invention de beaucoup de nouvelles machines, le moment N'EST PAS ENCORE VENU où leur introduction et leur application générale et sans restriction peuvent être qualifiées de salutaires pour le genre humain;

Qu'on a devancé le temps, le besoin et la civilisation pour n'être, pendant longtemps encore, utile qu'à un petit nombre.

L'économie politique ne saurait jamais trouver un guide plus certain, pour régler la recommandation de l'emploi des machines qui remplacent le travail des mains d'hommes, que le *résultat de l'expérience dans chaque État pour ce qui lui est particulièrement un besoin.*

Supposons, pour un moment, qu'avant de se décider à introduire les machines qui abrogent le travail des mains, on se fût d'abord énergiquement appliqué, ainsi que c'est maintenant le cas dans plusieurs pays, à propager la civilisation parmi les classes inférieures. Il en serait bientôt résulté, comme cela s'observe déjà en quelque sorte, qu'un grand nombre de jeunes gens bien instruits n'eussent cherché leur existence dans le travail de leurs mains, mais dans une profession qui réclame plutôt un travail intellectuel, comme le commerce, l'administration, les arts, les sciences, etc.

A mesure que cela fût devenu plus général, le besoin se serait fait sentir de mains pour le travail purement matériel; il s'en serait suivi augmentation des salaires, cherté des productions, majoration de dépenses pour les riches et gens aisés qui voudraient pourvoir dans les différents besoins du luxe et des jouissances d'un rang supérieur; moins d'accumulation de capitaux chez des riches *particuliers,* surplus de bien-être et de bénéfices parmi la masse du peuple; surcroît de consommation de plusieurs articles, par conséquent de cela, chez la *plus grande partie,* et de là excédant de besoin de mains pour les produire : source nouvelle de l'enchérissement du salaire des ouvriers et comme résultat définitif une répartition plus proportionnelle des richesses.

Si cependant cet état de choses allait tellement en croissant, que les mêmes individus qui antérieurement ne travaillaient pas, ne produisaient rien et n'exerçaient aucune profession pour en vivre, dussent s'y résoudre pour persévérer dans leur manière de vivre, à moins de s'exposer à devoir réduire leurs dépenses ou à entraver la marche du bien-être général; s'il y avait lieu à craindre que ceux qui avaient quitté le travail matériel pour les occupations intellectuelles n'y retournassent pour un surplus de bénéfice : ALORS on pourrait dire que le moment serait venu pour songer à introduire prudemment et insensiblement l'emploi des machines en remplacement du travail de l'homme. Par là les productions eussent *graduellement* diminué de prix et les salaires se fussent *insensiblement* réduits, et tout cela par une transition sans secousses, et il existerait alors aussi une prospérité plus réelle et des revenus plus larges parmi les ouvriers, qui leur permettraient de supporter jusqu'à un certain point une réduction de salaire sans devoir trop souffrir.

A mesure que la civilisation eût augmenté ainsi que le penchant des ouvriers pour le travail *intellectuel*, avec la certitude d'y trouver un moyen de subsistance, on irait en avant avec l'introduction des machines, la réduction du salaire en faisant remplacer les forces de l'homme par celles de la nature, l'encouragement d'inventions utiles qui tendent vers ce but; et tout cela en présence d'un travail et des moyens d'existence continuels POUR TOUS, sans accumulation de capitaux chez un *petit nombre*, sans les extrêmes de la disette et de la misère chez LA PLUS GRANDE PARTIE.

En poursuivant de cette manière et sans exagération, on serait en quelque sorte parvenu à atteindre ce degré de civilisation supérieure pour toutes les classes dont nous avons tracé ci-haut le tableau; et on aurait évité cette lacune, ce gouffre immense que nous avons indiqué en même temps, et on n'aurait couru le moindre risque de renverser à gauche ce qu'on a bâti à droite, au point d'arrêter la marche progressive de la généralité.

Cette marche eût été si naturelle, si simple, qu'on devrait s'étonner en apprenant que les économes politiques que nous

avons déjà souvent cités, en prònant et recommandant *généralement et sans restriction* les nouvelles inventions et leur application, et même tout en reconnaissant les résultats funestes de cette application, (selon eux cependant seulement *éphémères* pour la classe ouvrière qui y est intéressée), ont pu croire tout faire en recommandant ces ouvriers à la sollicitude du gouvernement ou à la charité et bienfaisance des manufacturiers entrepreneurs.

Par suite de ces leçons d'économie politique, on a cependant hardiment commencé l'œuvre de l'application des machines et on a procédé à pas précipités; et cela a même eu lieu à un temps où par suite d'événements antérieurs favorables pour les capitalistes, comme aussi du maintien des majorats dans plusieurs pays, etc., une forte accumulation de capitaux s'était déjà opérée; lorsque les salaires n'étaient aucunement trop élevés, mais même trop en baisse pour pouvoir procurer aux ouvriers seulement un bien-être tant soit peu raisonnable; lorsque par suite du peu de progrès qu'avait fait la civilisation parmi les classes inférieures, celles-ci ont été en grande partie forcées à recourir au travail matériel, de manière qu'à défaut de celui-ci il ne restait pour elles que la triste perspective de privations et misère, ou du recours à la commisération et à la bienfaisance publique et particulière.

Il est donc arrivé que l'application *prématurée* d'une théorie qui par elle-même peut être salutaire, honorable et glorifiante pour l'humanité, tendit la main à la répartition inégale des richesses, et je n'ai pas besoin d'autre témoignage à ce sujet que celui de ces mêmes économes politiques qui disent :

« La principale cause de la pauvreté et de la misère des « hommes dans la plupart des États, doit être cherchée dans « la répartition inégale des richesses qui y existent et qui s'y « produisent. »

CHAPITRE CINQUIÈME.

MOYENS DE RÉPARATION.

Quand les vérités ci-dessus exposées et développées se seront un jour frayé le chemin jusqu'aux oreilles des gouvernants (et elles doivent nécessairement y parvenir enfin, puisque les suites de la réduction croissante du salaire des ouvriers auront de plus en plus un aspect sinistre et alarmant), la première question qu'on se fera alors sera : Quel et où en est le remède?

L'instruction, la civilisation des classes inférieures se montreront alors être un remède trop lent et tardif dans ses effets pour détourner ou écarter le mal dont on est menacé. On trouvera que le corps purement matériel ne saura se nourrir exclusivement par des idées et des connaissances stériles dans leur principe.

Enchaîner le génie de l'homme, s'opposer aux inventions utiles, serait-ce par hasard le remède désiré?

Qui oserait le recommander sans devoir craindre de s'exposer au blâme du monde civilisé tout entier?

Mais quel est enfin ce remède?

Je m'imagine entendre déjà le cri unanime : « *Non, il est* « *impossible de réparer le mal; l'industrie individuelle ne se* « *laisse pas entraver;* » (et notez cependant, pour citer un seul exemple, que l'usage des *moulins à bras,* servant à moudre le blé et à se soustraire à l'impôt de la mouture, est prohibé dans plusieurs pays et que cette mesure sort très-bien son effet), « *on ne peut opposer une barre au courant de l'intelligence et du* « *génie de l'homme, et leur application ne se laisse pas enchaî-* « *ner;* » et ce qu'on dira autre chose dans le même genre.

Mais qu'y a-t-il d'impossible à l'homme doué d'une volonté ferme et persistante, qui a pour but le bien-être général de l'humanité, pour base la connaissance parfaite du chemin qui y conduit, et pour aide les forces réunies de bien au delà de la majorité du genre humain?

L'expression *cela ne se peut pas* est ordinairement la caractéristique des hommes faibles, pusillanimes.

Telle ne fut pas la maxime des législateurs de l'antiquité la plus reculée, qui n'avaient presque rien trouvé de préparé sur leur chemin, et qui étaient pourtant appelés à discipliner des hordes sauvages et barbares, et à en faire des hommes civilisés, sociaux et respectant les droits de leur prochain. Ce n'est point ainsi que pensa le fondateur de l'islamisme (je ne parlerai pas du Sauveur, car les forces dont le Fils de l'homme put disposer étaient plus qu'humaines); ni *Copernic* non plus lorsqu'il conçut la grande idée d'arrêter la course du soleil dans l'imagination de tous ses contemporains et d'imprimer un mouvement à notre planète, que de nombreux siècles avaient condamnée à l'immobilité. On n'entendit pas dire à Annibal et vingt siècles après lui à Napoléon, lorsqu'il s'agissait de franchir les Alpes : *Cela ne se peut pas!* Ces paroles ne sortirent pas non plus de la bouche d'un GUILLAUME Ier, d'un GUILLAUME TELL, d'un WASHINGTON, lorsque l'un comme l'autre eurent à combattre des forces infiniment supérieures aux leurs pour délivrer leurs nations et leur pays. Lorsque le czar PIERRE eut à lutter contre des préjugés sans nombre de son peuple plus qu'à moitié barbare, qu'il voulut faire jouir des avantages et des douceurs de la civilisation,

et qu'un demi-siècle après lui, Frédéric II dut, sans autres moyens que son génie, vaincre une infinité d'obstacles avant de remplir la tâche qu'il s'était proposée de faire de son peuple, jusqu'alors presque inconnu, un des plus formidables de l'Europe, il ne leur vint pas même l'idée que cela fût impossible.

« *Cela ne se peut pas* » sont des mots inconnus à tous ces grands hommes et *à d'autres encore qui excellèrent dans d'autres carrières;* mais *pénétrés de l'importance de leur tâche*, ils mirent la main à l'œuvre, et achevèrent ce qu'ils avaient entrepris, ou du moins ils frayèrent un chemin battu à leurs successeurs.

Mais alors même que la réparation du mal fût inexécutable, encore le respect dû à la vérité réclame-t-il qu'on le reconnaisse et qu'on en convienne; et que du moins on ne continue pas de considérer dans le temps actuel comme salutaires au genre humain, des circonstances qui le seront à peine après plusieurs siècles, et dont l'application prématurée ne sert qu'à reculer nécessairement de plus en plus l'époque où peut-être l'utilité cessera d'être problématique.

Quand les gouvernements se seront persuadé qu'il va de mal en pis à cet égard dans tous les pays; que l'inégalité dans la répartition des richesses et partant la misère et le désespoir des classes inférieures vont en croissant; quand ils seront pénétrés du danger qui menace la tranquillité publique, du préjudice qui résulte pour le bien-être matériel et moral des indigents, de se trouver sans occupation et réduits à vivre des aumônes et des secours de la charité publique, en présence de l'opulence, du luxe et des excès chez d'autres; quand ils auront fixé leur attention à leur sublime vocation, de favoriser également *toutes* les classes de leurs sujets en faisant jouir les uns comme les autres d'une masse égale de prospérité, de bonheur, de développement intellectuel et moral; alors on pourra espérer qu'enfin les puissances de toutes les nations civilisées, interpellées à cet effet par une ou plusieurs parmi elles, se réuniront et réfléchissant sur les risques qu'elles courent elles-mêmes et surtout les possesseur

des grandes richesses, elles reconnaîtront qu'il est devenu temps de RÉUNIR LEURS FORCES POUR SAUVER L'ORDRE PUBLIC, LA CIVILISATION GÉNÉRALE.

Les grands de la terre conviendront alors, en *premier lieu*, qu'il est de leur devoir de s'opposer légalement et avec énergie à l'introduction de nouvelles machines, destinées non-seulement à alléger ou à perfectionner, mais principalement à remplacer et à rendre inutile le travail d'homme encore existant.

Ils calculeront, en *deuxième lieu*, quels sont les besoins de chaque père de famille dans chaque pays différent, en conformité avec les mœurs et usages des localités et en raison des prix moyens des besoins les plus impérieux, s'il veut jouir avec sa famille de quelque aisance; sans perdre de vue que l'augmentation générale des salaires exercera immédiatement son influence sur les prix de divers articles, dont la classe ouvrière ne saurait pas se passer plus que toute autre; et c'est d'après les résultats de ces évaluations qu'on établira l'échelle graduée des salaires pour les diverses catégories des ouvriers. On accordera le plus haut à ceux qui travaillent à la fabrication d'objets de luxe raffiné; le salaire de ceux qui produisent des objets d'un besoin plus réel sera évalué moins haut; et ceux qui s'occupent de la production d'objets de nécessité générale seront portés le plus bas sur le tarif des salaires, sauf les modifications pour les diverses classes de chaque catégorie d'ouvriers, selon la différence de zèle et de talents par eux déployés; et des clauses sévères devront prévenir toute infraction arbitraire à ces tarifs.

En même temps ces gouvernements imposeraient aux propriétaires des fabriques ou manufactures travaillant avec machines d'une invention récente (qu'on aurait soin de signaler et de définir dans les traités le plus exactement possible), d'acquitter le salaire d'autant d'ouvriers qui, à dire d'experts, auront été employés en moins en proportion avec la production, comparativement avec le nombre de ceux qui l'auraient été en *absence* des machines; ou bien ils imposeraient l'usage des machines, calculé sur leur force productive; et ces fabricants se rembourseraient de cet excédant de

charge au moyen d'un renchérissement du prix de leurs productions, ce qu'ils pourront aussi se faire bonifier eu égard à l'augmentation des salaires, par leurs concurrents dans tous les pays civilisés.

Ceux parmi les États, où les moyens d'existence seraient plus chers que dans les autres, pourraient y obvier en accordant des PRIMES D'EXPORTATION, afin de pouvoir tenir tête à la concurrence ; ou bien au moyen de droits d'entrée sur les productions étrangères à leur importation, à stipuler par les traités, afin de conserver mutuellement la possibilité de la concurrence.

Les revenus provenant de la fabrication avec machines s'emploieraient dans chaque pays pour salarier les ouvriers renvoyés qu'on occuperait aux travaux d'utilité publique pendant une partie de la journée, tandis qu'on leur fournirait l'occasion d'employer le reste de leur temps à l'instruction morale et religieuse et à l'acquisition de connaissances utiles sous d'autres rapports.

Ils jouiraient d'une partie de leur salaire pour s'être occupés du développement de leurs facultés morales et intellectuelles, et comme le salaire suffirait à leurs besoins matériels il en résulterait que de cette manière ils jouiraient à la fois d'un bien-être physique et moral.

S'il arrivait que les fabriques vinssent à manquer d'ouvriers, on y suppléerait naturellement en retirant une partie de ceux employés aux travaux publics ; le travail dans les manufactures deviendrait alors obligatoire pour les ouvriers, ou bien on leur retirerait l'autre.

C'est de cette manière que les inventeurs et les exploitateurs des machines parviendraient à rendre les plus grands services à leur patrie et à leurs concitoyens : car les travaux publics ainsi exécutés, le développement des facultés morales et intellectuelles d'un nombre infini d'individus et de familles entières, dans les besoins matériels desquels il serait en outre pourvu sans qu'ils fussent tenus à un travail trop assidu et pénible, tout cela serait *leur œuvre*, et le succès *leur satisfaction*.

S'il y en avait parmi ces industriels qui n'auraient encore

profité que depuis peu de la jouissance des machines et des capitaux qui y avaient dû être appliqués, il serait juste de leur accorder une indemnité proportionnelle et convenable.

Si malgré les mesures indiquées, il restait encore une quantité d'ouvriers sans travail, qui ne sauraient pas être entretenus auprès des travaux publics, moyennant la rétribution imposée aux manufactures avec machines qui leur servirait de salaires, le gouvernement pourrait couvrir ce déficit et y faire face par de nouveaux droits ou la majoration de ceux existants sur les objets de luxe et des grands revenus et propriétés, ou telles autres mesures qui ne frapperaient que ces dernières (1).

L'impossibilité dans laquelle se trouveraient les fabricants avec machines de remporter de plus grands avantages que leurs concurrents *sans* machines, serait déjà un moyen salutaire de s'opposer à la répartition inégale des richesses et la superfétation de population, comme aussi de prévenir la surabondance de production.

De plus ils n'auraient pas à craindre que la concurrence avec machines plus récemment inventées et perfectionnées, leur ferait tant de tort qu'il aurait été le cas *sans* l'impôt sur les machines. Le surplus des salaires à payer en proportion avec le surplus d'ouvriers dont le travail deviendrait inutile, rendrait la concurrence toujours possible.

L'obligation *de la part des fabricants avec machines* d'accorder des salaires à des ouvriers *par eux renvoyés* qui travaillent *ailleurs*, aurait encore ce résultat, que beaucoup de ces fabricants préféreraient employer ces ouvriers plutôt chez eux concurremment avec les machines et facilitant ainsi la besogne considérablement; cependant quant aux enfants jusqu'à un certain âge, des dispositions de la loi devraient les

(1) Déjà on s'est persuadé en Angleterre que la création d'un pareil genre d'impôt (*income tax*), qui ménagerait entièrement les classes les moins aisées, est juste et répond au but qu'on se propose. Sir *Robert Peel* a prouvé par son exposé des motifs de ces mesures, et autres équivalentes, qu'il a appris à connaître profondément, du moins en partie, l'origine du mal qui afflige la nation britannique.

dispenser du travail manufacturier afin de gagner du temps pour le développement du corps et leur instruction morale et intellectuelle.

Quand une fabrique à machines viendrait à devoir chômer ou suspendre ses travaux, il en résultera nécessairement une diminution de production en général ou une augmentation de besogne pour les ouvriers ailleurs : par conséquent il serait juste de dispenser alors les fabricants des devoirs susmentionnés envers les ouvriers et envers l'État. (*C'est-à-dire les effets cesseront avec les causes.*)

On pourrait craindre qu'en imposant comme susdit les fabriques à machines qui déjà absorbent de plus grands capitaux que les autres, ne contribue à diminuer le nombre de ces machines, ou du moins n'en arrête la fougue, puisque l'intérêt particulier des exploitants n'y serait plus si considérable : nous aussi pensons que cette crainte n'est pas sans fondement ; mais c'est précisément par là que serait atteint un but principal et satisfait à un des plus urgents besoins, celui de favoriser le travail de l'homme en même temps qu'on contribue *à la prospérité des fabriques déjà existantes ;* car une trop grande concurrence ne serait plus tant à craindre, et aussi peu une surabondance de production et des pertes qui en sont les conséquences naturelles.

On alléguera peut-être, que les pays où les fabricants se servent maintenant le plus de machines *en remplacement du travail de l'homme,* se croiront préjudiciés par ces mesures proposées et que par conséquent ils n'en voudront rien entendre ?

Mais n'est-ce pas précisément dans ces pays mêmes que le besoin d'une réforme à cet égard se fait sentir le plus urgemment ? n'est-ce pas là que la concurrence toujours croissante, la trop grande abondance de productions et la réduction des salaires sont devenus le plus dangereux et doivent le devenir de plus en plus ?

Si en attendant les autres pays poursuivent l'introduction des machines, la concurrence devient alors absolument funeste pour les premiers nommés ; si l'on entrave cette concurrence à tel point, que celui qui établit une nouvelle fabri-

que même sans machines ne peut s'attendre à obtenir des avantages extraordinaires ; alors les fabriques *existantes* pourront vraisemblablement continuer leur travail et récolteront au moins des bénéfices modérés ; car la diminution qui se fera d'abord sentir dans la consommation par suite de l'augmentation des prix, sera suffisamment balancée par les prix élevés mêmes, de manière qu'à peu près les mêmes capitaux afflueront, malgré la consommation réduite, vers les foyers de la production. *Il en résultera de plus une* majoration de salaires pour la classe ouvrière dans tous les pays et une augmentation de bénéfices pour les industriels, et bientôt l'équilibre sera rétabli par rapport à la consommation réduite pour plusieurs articles.

Que si l'on voulait d'autre part prétendre que les pays *exempts* de machines se trouveront préjudiciés, en ce que :

1° Les productions antérieurement bon marché devront être payées plus cher.

2° Se trouvant empêchés d'introduire les machines dans leurs fabriques, leurs fabricants ne sauront plus lutter contre ceux des autres pays *où l'emploi des machines n'est pas entravé*. Nous y répliquerions, que :

En premier lieu, cette cherté des productions serait en grande partie bonifiée par la réduction de la consommation chez les individus, pour peu qu'on consente à s'y résigner.

En second lieu, qu'en s'abstenant d'introduire des machines on écarte aussi tous les inconvénients et les préjudices essayés par les pays où les machines sont tant soit peu en grand nombre.

En troisième lieu, que les objets qu'on pourrait produire plus avantageusement dans les pays *sans* machines, et qui manqueraient aux pays *avec* machines, devront alors être d'autant plus chèrement payés par ces derniers à cause de l'augmentation générale des salaires ; d'où résultera que d'autant plus de capitaux reflueront vers les premiers.

Et cela arrivera d'autant plus fréquemment, à mesure que les États où les machines sont le plus employées, reviendront aux vrais principes d'une saine économie politique et qu'ils auront écarté les causes d'entraves du commerce ; comme cela

semble être dans ce moment l'intention du gouvernement ANGLAIS, à en juger d'après les projets de loi présentés par le ministre PEEL ; et cet exemple ne manquera pas d'exercer une influence salutaire sur les actions des autres États de la même catégorie.

De cette manière le résultat de l'industrie pourrait suivre presque complétement la même marche que maintenant, sauf cette grande différence, qu'on aura tenu tête à un excès de concurrence et par conséquent on aura éludé les écueils d'une production surabondante ; qu'un nombre infiniment plus considérable d'ouvriers trouvera travail et nourriture et jouira d'une augmentation de salaire pour des occupations de tout genre, et aussi en travaillant pour l'utilité publique ; que la classe industrielle jouira de plus grands bénéfices et que par conséquent les avantages produits par la création des richesses seront plus également répartis parmi toutes les classes de la société appelées à en jouir avec le même droit.

Il est bien inutile de faire remarquer que la révision des tarifs des salaires en conformité avec les résultats et les expériences acquises, doit être considérée comme chose indispensable.

On ne saurait enfin contester que l'amélioration apportée dans la situation de la classe ouvrière, pour peu qu'on persévère dans les efforts de l'éclairer et de la civiliser, contribuera insensiblement à diminuer le nombre d'individus qui ne vivent que de leur travail matériel, et que beaucoup d'entre eux chercheront avec empressement à trouver leur subsistance au moyen d'occupations *intellectuelles ;* qu'enfin il pourra même en résulter une disette d'ouvriers capables de satisfaire aux demandes après des objets dont la production exige la coopération de la main d'hommes *en défaut de machines.*

C'est alors seulement que le moment sera venu où l'impôt sur les machines devra être successivement diminué, que la prohibition de leur introduction serait rapportée et qu'ainsi l'augmentation de leur nombre trouvera de l'encouragement.

On se trouverait alors sur le chemin uni et battu *qui mène* au but, et on n'aurait à craindre les précipices *cachés, d'après ce que nous avons vu, à ses deux extrémités.*

Et pour qu'avec les moyens proposés, le génie de l'homme ne vienne à manquer d'encouragement sur la voie des inventions et des perfectionnements, on pourrait ouvrir des concours à ce sujet et promettre des rémunérations tant métalliques qu'honorifiques proportionnées à l'utilité des inventions ou découvertes : sauf que les gouvernements se réserveraient de n'en faire ou permettre l'application que selon les besoins de la société.

Je ne me dissimule pas combien je cours risque, en exposant ces idées, d'exciter la risée d'une partie du public, ou bien que tel ou tel parmi mes lecteurs haussera les épaules en les qualifiant de chimères philanthropiques, de *vœux pieux*, etc., en un mot, qu'on ne croira devoir jamais espérer la réalisation de ce qu'on voit ici proposé comme un remède nécessaire et efficace à un mal réel : et cela à cause de la jalousie réciproque entre les nations.

S'il en était ainsi je remarquerai, en regardant autour de moi, les hommes les plus célèbres et les plus distingués de leurs époques, lesquels n'ont cessé de faire tous les efforts possibles pour améliorer la situation de la société dans laquelle ils vivaient, sans avoir obtenu de plus heureux résultats que les miens ; et eu égard à cette circonstance, j'aurais bien de quoi me consoler du ridicule qu'on tenterait de jeter sur mes propositions.

Je pense pourtant que le temps et les circonstances auxquelles il donne naissance, plus puissants que tous les préjugés et les apathies contre de sages prévoyances et des préparatifs bien calculés, ne tarderont pas de prescrire comme une *loi* absolue et inévitable ce qu'on se serait plu de regarder comme une chimère philanthropique.

Heureux encore si, ayant trop longtemps différé de réaliser ces prétendues chimères on ne se sera privé pour longtemps de l'occasion de pouvoir revenir sur le chemin uni et battu qui conduit au bien-être général, à la satisfaction et la civilisation universelle, au développement intellectuel et moral

de tout le genre humain ; et si l'on n'a pas plutôt à se reprocher d'être la cause d'une crise qui menace de râmener parmi nous les scènes de barbarie et d'horreur si fréquentes dans les siècles d'ignorance et de corruption sociale!

Cependant dans la crainte qu'un temps bien considérable ne puisse se passer avant que toutes les puissances du monde civilisé s'entendront et se donneront mutuellement la main pour réunir leurs efforts, afin d'obtenir le même but salutaire pour l'humanité, il est bien naturel de se demander ce que peut, ce que doit faire en attendant un État isolé et indépendant des autres, pour écarter autant que possible les résultats si désastreux de l'état actuel des choses dans le monde industriel ; et plus spécialement le Néerlandais demandera : *Que peut, que doit faire la Néerlande* (1)?

Augmentation du travail, c'est ce qui a été dit. Mais la question se présente : ce surplus de travail ne doit-il pas être procuré par l'introduction de *machines* auprès desquelles on pourrait employer des ouvriers? Sinon, comment parviendra-t-on à faire exécuter un travail de quelque durée, même au moyen d'établissements en forme de fabriques, qui puisse trouver du débit et dont les productions puissent rivaliser avec celles des machines?

Quant à la première de ces questions, si l'on se servira de machines? la réponse n'en peut être que négative, ne fût-ce que pour être conséquent avec le principe reconnu de la morale, qu'on ne doit jamais imiter les exemples des autres quand on sait qu'ils tendent à détruire le bien-être général des hommes ou du moins à le compromettre sensiblement.

Les actions morales des nations entières trouvent de par la divine providence, protectrice des États, aussi bien leur

(1) Quoique les réflexions suivantes se rapportent plus particulièrement à l'état particulier de la *Néerlande,* on y trouvera pourtant indiqués plusieurs moyens également ou peu s'en faut applicables à plusieurs autres États, pour autant qu'on y a de même l'intention de se prémunir contre les suites funestes de l'introduction de machines ayant pour objet de diminuer le *travail des mains de l'homme.*

récompense que celles d'un individu ; et cette récompense leur échoit quelquefois en partage, lorsqu'on s'y attendait le moins.

Pour peu que les autres États continuent avec l'introduction des machines, ils continueront aussi de faire naître dans leur propre sein des populations oisives, mécontentes et démoralisées, et de multiplier les inconvénients, la misère et les secousses provenant d'une surabondance de production et d'une gêne dans les transactions commerciales. Si nous suivons leur exemple, nous devons nous attendre aux mêmes résultats. Ainsi donc l'*intérêt social* se déclare autant comme le moral *contre* l'imitation de cet exemple.

« Mais (objectera-t-on) en attendant les autres États pro-
« duiront tout à bon marché et ils inonderont nos marchés
« avec leurs poductions, nos capitaux passeront à l'étranger,
« et les sommes d'argent appliquées au même travail dans
« les fabriques indigènes seront également perdues ; car nos
« productions ne sauront être réalisées. De plus, la réduction
« du salaire des ouvriers chez nos voisins à cause des ma-
« chines faisant leur travail, aura pour résultat, que des ou-
« vriers étrangers nous viendront sur le dos accaparer les
« salaires élevés des nôtres, et cela finira par le manque total
« de travail. »

Objections importantes sans doute ! mais dont la gravité saura être en grande partie du moins neutralisée au moyen de quelques mesures de prudence.

Pour nous assurer du débit des objets de fabrication produits chez nous par la *main de l'homme,* plusieurs moyens se présentent :

1° Le moins recommandable de ces moyens, à cause des représailles si nuisibles au commerce et si encourageantes à la fraude, que nous aurions à redouter, serait sans doute celui de l'augmentation des accises ou droits d'entrée sur les productions des fabriques étrangères dont nous voulons écarter la concurrence.

2° Un deuxième moyen, exposé à de moindres difficultés est celui de rendre le gouvernement, autant que de besoin à l'aide d'une association à créer, acquéreur de toutes les pro-

ductions qui lui seraient fournies par une certaine espèce de fabriques à déterminer par la loi, pour autant que ces productions sont pour la plus grande partie l'œuvre de la main de l'homme, et qui seraient accompagnées de certificats authentiques d'origine.

Inutile de remarquer qu'il ne s'agit ici principalement que de fabriques et manufactures, dont nous n'avons jusqu'ici que peu ou point dans notre pays.

Si l'on observait la mesure que j'ai indiquée (1) dans mon Essai, cité dans l'avertissement de cette brochure, on aurait pour résultat, que dans les fabriques nouvelles à établir dans chaque province pour des productions qui jusqu'ici nous arrivent, pour la plus grande partie, des fabriques étrangères travaillant avec machines, et qui se consomment dans notre pays, les salaires se trouveraient diminués de 1/5, et de plus les capitaux requis pour ces entreprises seraient fournis à un taux modique d'intérêt.

Par l'un et l'autre de ces avantages, les entrepreneurs ou exploitateurs seraient déjà à même de fournir leurs produits à un prix inférieur à celui de l'étranger, où le travail se fait également en grande partie par la main de l'homme, mais où l'on ne jouit pas de ces avantages; et à cela on ajoutera les droits d'accises ou d'entrée *existants*, les frais du transport, le surplus des risques, etc.; ce qui tout ensemble rend vraisemblable que le prix de revient des productions indigènes pour l'association ne différerait que fort peu de celui auquel même les fabriques à *machines* de l'étranger pourraient nous livrer les mêmes objets.

S'il restait encore toujours quelque différence de prix, l'association devra provisoirement se résigner à payer ce

(1) Cette mesure consiste dans la création d'institutions provinciales, avec le but de procurer du travail, et qui seraient mises de la part des communes à même de supporter une partie des salaires pour 1/5 que les entrepreneurs particuliers ou les associations *ad hoc* auraient à payer aux ouvriers, afin de faciliter ainsi la marche de ces entreprises industrielles. Les capitaux exigés pour ces établissements seraient fournis à 2 1/2 ou 3 °/₀ par suite d'une négociation soit volontaire soit forcée de la part des capitalistes, en possession d'un capital de plus de fl. 10,000.

surplus elle-même, tout en réglant le prix de vente à la sortie de ses magasins pour les acheteurs regnicoles et étrangers, de manière que ceux-ci trouveraient toujours leur intérêt à accorder la préférence à nos productions sur celles de nos voisins.

Pour peu qu'on jugeât ces transactions d'achat et de vente de la part de délégués du gouvernement trop embarrassantes et comme une espèce de monopole ou régie, alors on devrait se borner à mettre les nouveaux entrepreneurs seulement à même de soutenir la concurrence avec les fabricants étrangers au moyen de *primes* à accorder sur la quantité et la qualité de leurs productions; mesure contre laquelle de graves objections seront faites, eu égard aux résultats défavorables des encouragements et secours accordés autrefois aux fabriques belges; mais ces objections seront sans aucune importance, à cause de la différence considérable qui existerait entre les situations divergentes des pays et des temps.

En Belgique on avait encouragé l'introduction des machines qui diminuent le travail des mains d'homme, qui font insensiblement diminuer le nombre des consommateurs indigènes, qui rendent la prospérité nationale dépendante des débouchés à l'étranger et qui favorisent considérablement la surabondance des productions,

De cette manière on favorisait directement le système dont nous venons d'indiquer dans cette présente brochure les suites désastreuses; qu'y avait-il donc à s'étonner, que les résultats qu'on obtenait ne fussent guère plus satisfaisants que ceux que nous avons signalés et que l'expérience a fait partout reconnaître (1)?

(1) M. Raymond Biolley, fabricant et membre du sénat belge, ayant porté la parole dans la séance de ce corps législatif du 25 février 1841, s'est exprimé en faveur de l'application des machines à la fabrication des toiles flamandes. C'est ce qui a fourni l'occasion au sénateur Bonné Maes d'y répondre avec énergie, en prouvant l'inutilité ou plutôt l'inconvénient de cette application, *principalement sous le point de vue de la diminution du travail de main de l'homme* et des moyens d'existence de la classe ouvrière. Ce même sénateur a en même temps prouvé que lesdites toiles sont toujours

Ici (en Néerlande), au contraire, il s'agirait de favoriser un système diamétralement opposé : la production fondée, du moins provisoirement, sur les besoins reconnus de l'*intérieur* du pays, et y proportionnée ; l'augmentation du travail des mains de l'homme, du bien-être de milliers d'individus; la multiplication sur cette voie du nombre des consommateurs, et cela sans que les prix fussent encore augmentés pour les classes aisées, et qu'ainsi la consommation soit entravée de ce côté.

« Mais, dira-t-on, l'État, les provinces et les communes « seraient, par ce système, considérablement grevés de « charges. »

J'y réponds que tous en seraient amplement dédommagés et complétement indemnisés :

D'abord, la richesse nationale augmentera sans aucun doute : car d'immenses sommes envoyées annuellement à l'étranger pour y payer le travail, resteront dans le pays, y circuleront et favoriseront la consommation et le bien être (1).

En deuxième lieu, les subsides pour les pauvres, maintenant toujours croissants et qui dans plusieurs provinces et communes absorbent une partie très-considérable de leurs revenus, diminueront d'une manière sensible, et le public en sera par conséquent dégrevé.

préférées à celles produites par les machines, malgré leur prix plus élevé.

Voir ce discours remarquable dans le *Moniteur belge* et aussi dans la *Gazette de Gand* du 9 février 1842.

(1) On sait combien entre autres le système des primes en Angleterre a contribué à y favoriser et développer l'industrie et le commerce et à leur rendre possible de soutenir la concurrence avec l'étranger. Seulement voilà que les machines et la surabondance de production, l'exagération en tout survinrent et neutralisèrent tout le bien que sans cela les primes seules auraient été capables d'opérer.

Voir aussi dans les *Lettres sur la prospérité générale* par le comte de Hogendorp, quelle influence et importance ce grand homme d'État attribue et reconnaît aux *primes*, quand il existe une impossibilité temporaire de soutenir la concurrence avec l'étranger, au delà de ce que pourrait faire le système de droits élevés; (particulièrement dans les nos VIII et IX de ses Lettres.)

En troisième lieu, la consommation d'une grande quantité d'objets imposés augmentera, et il affluera de ce chef un montant plus important dans les caisses gouvernementale, provinciale et municipale, ce qui, conjointement avec la réduction qui s'opérera dans les subsides pour les pauvres, suffira indubitablement à compenser largement les dépenses faites (1).

(1) Pour savoir ce qu'un État est à même de faire, quand son gouvernement partirait du principe de favoriser l'industrie nationale et de la développer au lieu de contracter emprunts sur emprunts, afin de pourvoir aux dépenses excessivement supérieures pour *d'autres* objets, on pourrait consulter ce qui a été entre autres très-clairement exposé par M. Clavière, *Opinions d'un créancier de l'État sur quelques matières de finance dans le moment actuel. Londres et Paris*, 1789.

Cet auteur fait mention de ce qu'il fut allégué en ce temps dans la chambre des communes en Angleterre : « Que la France avait vingt-quatre « millions d'habitants, une armée nombreuse, une marine en bon état, « mais on s'y reposait sur le désordre de ses finances.

« Lorsque des rivaux, » ainsi poursuit l'auteur, « sont réduits à ces ob- « servations, il est facile de leur ôter une pareille sécurité : Voyez le défunt « roi de Prusse (Frédéric le Grand) ; que n'a-t-il pas fait sans emprunts ! « Quelles guerres n'a-t-il pas soutenues !

« En 1745 ses finances sont épuisées. Il ne lui restait que sept cent mille « livres dans son trésor. Il fait une paix glorieuse, et onze ans sont à peine « écoulés, que la population de ses États et le revenu public sont portés « beaucoup au delà de ce qu'ils étaient sous son prédécesseur, que le trésor « est rempli au point de le mettre en état de combattre seul, pendant « sept ans, la ligue la plus formidable qui ait jamais existé en Europe ; et « de soutenir la guerre la plus meurtrière et la plus ruineuse dont on ait « mémoire. Et son pays était pauvre ! Son secret fut d'être aussi prodigue, « envers les moyens d'animer l'industrie, qu'il était économe dans les dé- « penses inutiles, ou de pure ostentation. Au lieu que les dépenses rela- « tives à l'industrie, à la population, aux défrichements, ne s'apercevaient « ailleurs que par leur extrême parcimonie, elles étaient généralement « remarquées, dans les États de ce prince, par leur étonnante profusion. Il « a montré que les plus grandes dépenses utiles restent au-dessous des pro- « duits, quand une nation jouit des bienfaits d'une administration vigilante « et généreuse, dans tout ce qui concerne la production. Il n'entendait pas, « dit-on, l'économie politique à beaucoup d'égards : qu'eût-il donc fait s'il « l'eût mieux entendue?

« Et s'il est parti d'un état de choses bien différent d'un pays endetté, « quelle différence aussi dans la fécondité naturelle des sources où puise le « gouvernement français ! » (L'on peut y ajouter sans scrupule celui de la

Que s'il arrivait que le surcroît de consommation venait à élever le prix des objets consommés, et que par suite de cela les salaires devenaient insuffisants pour les besoins existants ; eh bien ! la Néerlande est encore en possession de moyens héroïques pour y suppléer. Elle a encore ses droits d'entrée pour les grains, et ses accises passablement lourdes par-dessus le compte ; elle a en partie encore un système prohibitif de commerce, au moyen duquel plusieurs objets de première nécessité deviennent beaucoup plus chers, qu'ils ne devraient l'être dans un pays bien gouverné sous ce rapport.

Tout cela est susceptible d'amélioration ; on pourrait établir un système d'impôt moins onéreux pour les besoins de la vie les plus indispensables, et avec un tarif plus libéral vis-à-vis d'autres nations on pourrait stipuler d'autres avantages qui pourraient faire naître une augmentation de pro-

Hollande, en se rappelant son commerce, sa navigation, ses colonies, ses capitaux, etc.) « Combien n'étaient pas proportionnellement plus diffi- « ciles, dans ses États, les grandes choses qu'il a faites ! »

« Un autre exemple non moins remarquable » dit ensuite l'auteur dans une note : « mais dans un genre différent, c'est celui de la Saxe. Le roi « de Prusse parle souvent du ministre qui possédait l'art de la ruiner mé- « thodiquement par des papiers. » (Que l'on pense encore ici à la Hollande.) « Le fait est qu'accablée sous des emprunts faits sans mesure, et sous un « régime déprédateur, ses remboursements furent arriérés au point que les « contrats restèrent sans valeur. On les comparait aux billets de banque du « trop fameux système. Tout est maintenant réparé ; il reste très-peu de « contrats à rembourser ; on paye les *capitaux* et les *intérêts ;* on n'a point « écouté ceux qui prêchaient les réductions. En y ramenant l'ordre et l'é- « conomie, *en y veillant contre les dépenses ennemies de l'industrie,* tout « s'est réparé. La Saxe est plus florissante que jamais, et vingt ans ont suffi « pour faire ce miracle (*). »

Combien de leçons utiles pour la Néerlande ne contient pas ce simple extrait d'un ouvrage déjà en quelque sorte vieilli ! Quel encouragement, quel motif d'engagement pour faire tourner les revenus de l'État autant que possible *à l'avantage de l'industrie;* et pour mettre par contre un terme à toute prodigalité dans les dépenses pour la magnificence et la manie de briller, et surtout pour enrichir et satisfaire l'ambition et l'avidité si pernicieuse de certaines gens !

(*) Il faut observer que ceci a été écrit en 1789.

duction et d'exportation d'articles que déjà maintenant nous exportons. Je citerai comme exemple le *beurre*, le *fromage*, le *tabac*, le *sucre*, l'*huile*, le *genièvre*, le *poisson*, les *denrées coloniales*, etc.

Tellement il est vrai qu'en faisant l'application des principes d'une saine économie politique, on est conduit presque de soi-même d'un avantage à l'autre.

Le gouvernement aurait également dans son pouvoir d'opposer une digue au torrent d'une production manufacturière trop abondante, dont il est question, en se réservant simplement le droit de diminuer et même de refuser les primes à plusieurs parmi les fabriques nouvelles à établir ; tandis qu'il est aussi permis d'admettre qu'une assez grande partie de nouvelles productions dont le marché serait encombré trouveraient un débouché naturel et considérable dans nos colonies transatlantiques.

Et cette voie dût-elle être insuffisante, encore y aurait-il un moyen de restreindre et retenir dans certaines bornes la production, pendant des époques de l'année lorsqu'on peut trouver diverses occupations d'un autre genre, en réservant dans les fabriques provenant des établissements provinciaux telle partie du travail pour une saison moins favorable.

Nous n'aurons pas non plus trop à craindre que parce que nous prendrons moins de productions manufacturières des nations étrangères, elles suspendront également leurs demandes pour les nôtres. Il est vrai qu'on qualifie tout commerce comme une espèce d'échange, mais on peut hardiment admettre que ni la politesse ni la reconnaissance internationale n'entrent pour quelque chose en considération chez les nations qui s'approvisionnent sur nos marchés ; mais que ce sont uniquement le *besoin* et l'avantage du prix qui les y amènent.

Et quand même une moindre affluence de productions manufacturières étrangères occasionnerait une diminution de commerce, celui-ci en serait indemnisé par un tarif de douane plus libéral, par rapport aux produits agricoles, qui se trouveraient extraordinairement encouragés pour être améliorés et perfectionnés, et pour pouvoir lutter contre la

concurrence, et, certes, nos agriculteurs n'ont que trop besoin d'être ainsi aiguillonnés (1).

D'ailleurs ce n'est pas la crainte de perte pour notre commerce qui doit trop nous alarmer : car, autant diminueront nos demandes à l'étranger pour des *étoffes fabriquées*, autant augmentera notre besoin des *matières premières* ; or celles-ci aussi ont besoin de la navigation et du commerce, et il n'y a pas moins de bénéfices à en retirer tant pour *la première* que pour le *dernier*.

Quant à l'objection, que *sans* les machines nos productions seront non-seulement moins bon marché, mais aussi moins belles et moins perfectionnées que celles provenant des machines, elle s'écarte en grande partie par l'observation que par contre plusieurs étoffes en deviennent d'autant plus *solides* et *durables* ; et que nous parviendrions à procurer à ces nombreuses classes des bénéfices plus considérables et une plus grande consommation pour ceux qui regardent plutôt à ce qui est solide et durable qu'à ce qui n'est qu'un bel extérieur. Les détails communiqués par M. *Bonné Maes*, par rapport aux toiles des Flandres fabriquées sans machines nous en fournissent les preuves (2) ; et, du reste, avec tant soit peu de bonne volonté et d'application, mainte amélioration ayant pour objet de rendre les productions manufacturières de mains d'homme plus belles et plus achevées, se laisserait encore introduire.

Enfin cet état de guerre pacifique ne saurait non plus être de longue durée.

Si nous ne nous étions pas contentés de donner le bon exemple, mais qu'en diminuant les débouchés pour des productions des fabriques étrangères avec *machines*, nous eussions accéléré chez nos voisins un état de choses qui les aurait obligés à suivre notre exemple pour éviter de fortes

(1) Voir quant à cela également ce qu'expose avec une saine logique Hogendorp dans l'ouvrage déjà cité : *Lettres sur le bien-être général*.

(2) A comparer aussi les *dentelles* qui se fabriquent à Bruges à celles produites par les machines en Angleterre. Une grande partie de la population de Bruges s'occupe maintenant à cette manufacture à laquelle il ne manque pas de débouchés.

secousses : le moment serait déjà venu, où nous aurions pu concourir avec eux *sans* devoir accorder des primes, ou du moins ces primes auraient pu être considérablement diminuées.

Or comme, avant que ce moment sera là, les ouvriers dans notre pays trouveront du travail et des moyens de subsistance, dont il y aura bien *moins* chez nos voisins où les machines exercent leur influence, nous devrons à nous-mêmes de nous opposer contre l'affluence d'ouvriers étrangers chez nous, ce qui pourra s'effectuer en défendant à tous les maîtres de prendre chez eux pour occuper de leur travail des ouvriers étrangers, à moins qu'ils ne veuillent acquitter pour chaque jour de travail une certaine contribution comme impôt d'étrangers au profit du trésor, comme il serait déterminé par la loi d'après les circonstances et les prix plus ou moins élevés des salaires (1).

Cet impôt ne devra cesser d'être exigé qu'après que l'ouvrier étranger aura séjourné une année complète dans la même commune.

Voilà ce que la Néerlande *pourrait* faire, pour favoriser le travail de mains d'hommes, la prospérité et le débit chez la plus grande partie des habitants; pour parvenir à une répartition plus égale des richesses, des jouissances de la vie et de la *civilisation* chez tous; pour écarter les extrêmes de pauvreté et de misère lesquels, sans cela, on devrait craindre de rencontrer trop généralement parmi nous.

Il ne sera pas nécessaire d'employer beaucoup de mots pour démontrer combien mériteraient d'être pris en considéra-

(1) Déjà on m'a informé que dans la Flandre Zélandaise plusieurs ouvriers arrivent de Belgique, et passent nos frontières pour travailler à un taux inférieur au salaire payé aux ouvriers indigènes, de sorte que ceux-ci sont renvoyés.

Ces ouvriers étrangers apportent leur nourriture, etc., avec eux, retournent le soir dans leurs foyers, et ne dépensent pas chez nous même un seul centime de l'argent qu'ils gagnent chaque jour sur notre territoire.

Seulement si les salaires de nos propres ouvriers étaient trop élevés, une pareille concurrence pourrait être utile, mais ceci n'est en aucune manière le cas.

tion, dans ce but, les grands travaux d'utilité publique, comme l'endiguement des rivières et canaux, les desséchements, les défrichements, les canalisations, etc., quand même on n'aurait la perspective d'en recueillir les fruits qu'après un certain temps ; il s'entend aussi de soi-même, qu'on devra s'occuper du travail de ce genre, pour autant qu'il s'y approprie, de préférence pendant les saisons de l'année où beaucoup de métiers chôment et font naître le besoin de secours pour la classe ouvrière.

Et avec cela je regarde comme achevée, autant qu'il est en moi, la tâche que je m'étais proposée.

Veuille la divine providence lui accorder sa bénédiction et en assurer le succès !



SUPPLÉMENT.

Depuis la publication de cette brochure en *hollandais*, l'auteur a reçu de la part d'une personne respectable de ce pays, la communication de diverses objections soulevées contre cet opuscule.

Il a jugé devoir les exposer ici et les faire accompagner par ses réfutations.

Première objection. « Mettre des entraves au développe-
« ment de l'industrie au moyen des machines, ne serait-ce
« pas en même temps enchaîner le génie de l'homme ? »

Réponse. Il reste au génie de l'homme, abstraction faite de la seule espèce *d'invention* qui a pour objet *les machines remplaçant la main de l'homme* (et notez bien que ce sont les seules contre lesquelles l'auteur dirige ses attaques), encore un champ immense pour donner l'essor à son imagination. Il ne s'agit pour nous que de détourner ce génie d'une voie reconnue comme aboutissant encore pour longtemps à un état de misère pour la société, et de laisser à son choix une infinité de voies qui conduisent au bien-être de nos semblables. Dira-t-on de celui qui a entrepris d'empêcher l'écoulement d'un seul parmi les nombreux ruisseaux qui communiquent

à la même rivière, pour préserver d'une inondation ou irruption des champs qui en sont menacés, qu'il a arrêté le cours de la rivière même et qu'il s'est opposé au bien qui en est produit ?

D'ailleurs on trouve dans cette brochure le vœu émis que des primes ou rémunérations fussent promises aux auteurs de nouvelles inventions en matière d'industrie et de machines. Ce n'est que leur *application* immédiate qu'on devrait voir réservée aux gouvernements selon les circonstances du moment. Or, grande est la distance qui sépare *l'invention* de son *application*. Citons seulement comme exemple les canons à vapeur, les fusils à vent, etc. Il y a tant d'inventions dont les gouvernements se sont réservé, dans l'intérêt public, d'accorder ou de refuser la permission d'en introduire l'usage ou l'exploitation.

De cette manière les gouvernements se sont réservé aussi jusqu'à l'application du système d'*enseignement primaire*. Cet enseignement est restreint aux plus simples connaissances ; et cela parce qu'on a jugé que les connaissances supérieures deviendraient pour la classe inférieure, qui seule profite de cet enseignement, par rapport au bien-être des sociétés, inutile, peu convenable et même nuisible.

On voit donc ici *une* RÉSERVE, *opérée sur les moyens du développement de l'esprit de l'homme, eu égard à ce que réclame le bien-être général de la société*. On a objecté qu'il est loisible à chacun de profiter des bienfaits de l'enseignement supérieur. On pourrait dire avec la même raison, que tout homme exilé dans une île lointaine a la permission de revenir sur le continent s'il peut le faire *sans navire*. Tout se réduit à cette question : Les gouvernements pouvaient ou ne pouvaient-ils faire jouir les classes inférieures des bienfaits d'une instruction plus supérieure ? S'ils le pouvaient, il est évident s'ils ne le font pas qu'ils le négligent dans l'intérêt du bien-être général.

Qu'on juge maintenant si l'on peut dire avec raison que s'opposer à *l'application* de nouvelles inventions nuisibles (non pas s'opposer aux inventions mêmes) est la même chose comme vouloir restreindre le développement du génie, comparaison faite avec ce qui a lieu dans plusieurs États

par rapport aux établissements de l'enseignement inférieur.

Qui oserait prétendre qu'on ne saurait ou même qu'on ne *devrait* pas restreindre le droit individuel de l'application d'inventions nuisibles à la généralité? En entrant comme membre dans une société, chacun ne s'engage-t-il pas strictement à se soumettre aux lois et règlements que les autorités jugent utile d'établir pour la généralité ? Qu'un chimiste découvre ou invente un nouveau genre de poison qui ne laisse aucune trace après lui, devra-t-on, pour ne point porter atteinte à la liberté individuelle, lui permettre de le débiter sans aucune restriction, afin qu'il jouisse de tout le bénéfice de son invention ?

Le bien-être général des États doit, quand il s'agit de l'application de nouvelles inventions, dans tous les cas servir de guide, et spécialement là où elles pourront exercer quelque influence sur la prospérité publique.

Deuxième objection. « Il n'est point prouvé que, depuis « l'introduction des machines, le travail des mains d'hom- « mes ait été moins employé dans les établissements manu- « facturiers qu'avant cette introduction. »

Réponse. En examinant les chiffres, quand il s'agit de fabriques à machines, on doit principalement prendre en considération :

a. Le grand nombre d'*enfants* gagnant si peu que certes les parents ou familles ne peuvent s'en nourrir ; et encore ces petits salaires sont, par rapport au bien-être de la société, plus que paralysés par le préjudice physique et moral qui résulte de ce travail à un âge si précoce de la génération naissante. Or, si l'on ne porte pas tous ces enfants, comme *ouvriers*, en ligne de compte, on verra le nombre considérablement diminuer.

b. Ce que le travail existant a d'incertain et de variable même pour ceux qui restent et qui ont passé l'âge de l'enfance, puisque de temps à autre un nombre assez considérable d'entre eux doit être renvoyé ou rester pendant quelque temps sans travail ; ils sont alors exposés à la misère ; ce qui n'aurait pas lieu si l'on s'empressait moins de produire ou que l'on produisît de moins grandes quantités à la fois.

c. Que sans l'introduction des machines par lesquelles le

travail de l'homme devient moins indispensable, les populations n'en auraient pas moins subi un accroissement successif et la civilisation aurait tout de même suivi une marche progressive, à tel point que les besoins se seraient trouvés augmentés considérablement, même *sans l'existence de* CES *machines,* et partant il aurait été exigé l'emploi d'un nombre de mains, pour exécuter le travail, infiniment supérieur au nombre employé à l'époque où l'on commençait à introduire les machines.

Ce ne sont par conséquent point les nombres de *ce temps-là* qu'on doit comparer avec ceux de *maintenant* en présence des machines; mais pour établir une juste comparaison on doit prendre les nombres d'ouvriers qui auraient été requis pour satisfaire aux besoins, si avec l'accroissement de la population et de la civilisation les machines n'eussent pas été introduites.

Et de plus, si l'on ne porte les enfants en compte que pour une partie (comme cela est juste) et que l'on prenne en considération les époques de suspension ou ajournement résultant d'une surabondance de production ou d'un manque de débouchés, on ne soutiendra pas facilement que le nombre d'ouvriers employés avec les machines dont il est question, soit plus fort ou même égal à celui des ouvriers qui à la même époque auraient trouvé *constamment* du travail si les machines n'eussent pas été introduites.

Mais supposé même qu'il en fût ainsi, on ne doit pas oublier que la quantité comme la qualité des machines augmente continuellement et fait réduire le nombre de ces ouvriers, ce qui produit une augmentation de mains sans travail et établit une concurrence pénible entre les ouvriers et la modicité des salaires, ce qui met les fabricants à même de se pourvoir d'ouvriers à un taux insuffisant pour procurer à ces mêmes ouvriers tant soit peu de bien-être; et encore un assez grand nombre en restera abandonnés à la fainéantise si pernicieuse. Or, qui profite à cette perte des pauvres ouvriers si ce n'est la classe aisée, puisqu'elle pourra jouir d'un plus grand luxe à meilleur compte?

Les économistes reconnaissent l'existence de ces époques

fatales ; ils les qualifient de moments de *transition,* et disent que cet inconvénient se rétablit aisément, quand la modicité de prix produite par l'augmentation des machines aura tellement fait accroître la consommation, que de nouvelles machines seront encore requises pour satisfaire au surplus des demandes. On admet donc ici un surcroît de consommation, comme marchant à pas égal avec la production toujours croissante et devenant de plus en plus à bon compte. Mais cela n'est pas admissible à la longue, pour des causes développées dans cette brochure , comme inhérentes à la nature de l'homme et exposées comme se rattachant à la diminution de la consommation chez les nombreuses classes dont les revenus subissent une réduction. On s'exprime d'autre part : « L'é-« quilibre se rétablit de lui-même quand il y a surabondance « de production, car le fabricant qui ne peut débiter ses mar-« chandises, laisse chômer sa fabrique. »

Et, demanderai-je, les ouvriers, que ferez-vous alors avec ceux-ci? Ce sont les districts manufacturiers en Angleterre et les fabriques flamandes qui se chargent de la réponse.

Peut-être prétendra-t-on, que ces ouvriers trouveront occupation dans d'autres branches d'industrie où il n'existe point encore surabondance de production ; mais *là aussi,* où outre cela toutes les places sont occupées, on se verra forcé, par l'emploi toujours continuant des machines et en se servant le moins possible de la main de l'homme, d'en venir au même point où se trouvent les fabriques mentionnées. Et puis il y aura *là aussi* suspension et manque de travail et de moyens d'existence pour des mille et des milliers d'individus, qui par leurs privations contribueront à restreindre encore davantage la consommation et à augmenter la gêne et le malaise. N'importe qu'on transporte la scène sur toute l'étendue du globe ou dans un seul pays, toujours on obtiendra les mêmes résultats.

Pour un seul individu aussi bien que pour des populations entières, on doit finir par admettre pour chaque espèce de besoin un *maximum* particulier : maximun réservé et restreint dans certaines limites, tantôt par la prudence, tantôt par la modération, ici par l'avarice et l'esprit de caste, ail-

leurs par *le revenu même.* Une fois que les fabriques ont atteint le comble de la production suffisant pour satisfaire aux exigences de *ce* maximum, la consommation ne pourra plus gagner en étendue, à moins qu'à l'instar de Pénélope on ne veuille défaire aujourd'hui ce qu'on a fait hier, procédé auquel ne se décidera pas facilement un fabricant qui a le bon sens.

Si maintenant on parvient à pourvoir dans ce maximun pour une grande partie au moyen de perfectionnements successifs, apportés dans la construction des machines (comme il est arrivé avec les machines de filature de lin en Angleterre, perfectionnées au point de faire le travail qui anciennement aurait requis soixante millions d'hommes, et auxquelles on n'emploie qu'un seul ouvrier sur les cent d'autrefois), on aura atteint une hauteur qui ne laisse plus d'issue; que ce qu'on nommait anciennement état exceptionnel ou de *transition,* et pendant lequel un nombre immense d'ouvriers ont toujours essuyé des pertes et des privations, tandis que les autres avaient à peine de quoi vivre sobrement, serait devenu un état normal ou *permanent.*

Et quand ceci est vrai par rapport à la *généralité,* en cas de l'application du système sur tout le globe, le résultat serait le même en l'appliquant sur *un seul pays.*

Pourquoi, demanderons-nous, les ouvriers jouissent-ils de si peu de bien-être en *Angleterre* où il fourmille de machines? Mauvaise politique, dit-on. C'est vrai en quelque sorte, mais par contre combien de débouchés n'a-t-on pas à sa disposition, et combien les produits y sont encore recherchés par plusieurs pays qui ne concourent pas encore?

Et la *Belgique* donc? Là, dit-on, c'est l'absence du commerce et de débouchés à l'étranger. Mais s'il était vrai que les machines exercent une influence favorable *en général,* cette influence doit l'être aussi *pour un seul pays:* car chaque pays peut et doit avoir le temps d'introduire les machines.

Dès que le système des machines doit rendre le bien-être des nations, le sort des classes inférieures du peuple, en grande partie dépendants des débouchés à l'étranger, sans chercher en même temps d'assurer l'existence continuelle de

ce travail à l'intérieur, chaque pays à machines courra à chaque instant de grands risques de subir de violentes secousses et de voir ses ouvriers privés de travail et de moyens d'existence. En effet, les débouchés à l'étranger peuvent à chaque instant et par suite de toute sorte de circonstances être interrompus ou entravés, comme par des lois prohibitives, de nouvelles inventions et la concurrence de pays étrangers, etc., et chaque État tâchera de plus en plus de posséder également des machines et de fournir les moyens d'existence à ses ouvriers. Or, quand on sera arrivé là, que feront les ouvriers dans les États où leur existence dépend pour la plus grande partie, des débouchés à l'étranger, par suite de l'introduction des machines, au moyen desquelles on produit bien au delà de ce qui est nécessaire au pays même? On voit d'après cela que pour *un seul pays* le système en question ne paraît pas non plus offrir de résultats satisfaisants de *longue durée*, par rapport aux classes ouvrières.

Troisième objection. « Le prix modique des fabrications « met celles-ci à la portée de beaucoup de personnes qui « sans cela n'en auraient pu jouir.

Réponse. Les esclaves chez les Grecs et les Romains, les serfs sous le système féodal avaient-ils plus de peine et de soucis, moins de prospérité ou de luxe, que n'a la classe ouvrière dans divers pays maintenant, dans ce siècle de haute civilisation, de philanthropie sublime et de bienfaisance évangélique?

Qu'on entre seulement dans les chaumières de ces ouvriers ; qu'on examine quelle est la provision qu'ils possèdent de ces objets prétendument mis par la modicité du prix à la portée *des masses ;* qu'on jette un œil scrutateur sur les vêtements, le linge, la couche, le chauffage, la nourriture, les rafraîchissements, les moyens de faire des progrès en civilisation : et l'on devra reconnaître qu'il est *inexact* de dire : que la modicité des prix exerce une influence salutaire pour la classe ouvrière et autres gens peu aisés. C'est déjà avec grande peine que le salaire, réduit et diminué par l'usage des machines et la concurrence, leur permet

de se procurer ce qui est *le plus indispensable* pour l'existence.

Où restent donc les avantages tant prônés qui résulteraient des machines et de la modicité des prix? Nous répondrons que c'est chez les *possesseurs de grands capitaux*, de *revenus assurés* et *suffisants*, tant dans le pays même qu'à l'étranger où l'on exporte les fabrications; ce sont eux qui amasseront et gagneront d'autant plus, à mesure que les malheureux ouvriers et les industriels dépourvus de capitaux auront plus de peine et moins de jouissance. Et voilà ce qui s'appelle : progrès *général*, accroissement et augmentation universelle des jouissances et des agréments de la vie.

Comme elles sont bien choisies les expressions du ministre français M. Duchatel, pag. vi de la préface de son ouvrage intitulé : de la charité !

« Mais tout en admirant, dit-il, les merveilles qui rem-
« placent pour nos siècles de lumières les prodiges des temps
« fabuleux, trop souvent les publicistes n'envisagent les na-
« tions que comme êtres collectifs, et négligent de porter
« leurs regards sur le sort des classes inférieures de la so-
« ciété, qui pourtant comprennent la majeure partie de l'es-
« pèce humaine; on oublie ces classes dans les théories
« comme on les a dédaignées dans l'histoire. »

Qu'il est à regretter que cet auteur ait jugé devoir chercher le bien-être de cette classe dans la diminution de la population plutôt que dans l'augmentation du travail des mains et de leurs produits, et dans une répartition plus égale et proportionnelle des richesses acquises!

Quatrième objection. « C'est à l'accroissement de la popu-
« lation qu'on doit attribuer le double inconvénient du man-
« que de travail et de la réduction des salaires des ouvriers.
« Les machines n'y sont pour rien. »

Réponse. Il paraît qu'en faisant cette objection on a perdu de vue, qu'un accroissement de population fait aussi naître une augmentation de besoins qui doivent être trouvés, apportés ou produits, d'où résulte par conséquent aussi une multiplication de la masse de travail dans le pays. Chaque individu qui vient au monde demande d'être nourri, habillé et logé, et réclamera telle portion de jouissance que les cir-

constances lui permettront. Le nourrisson d'un homme opulent jouira déjà, sans le savoir, d'une plus grande quantité de soins, d'embarras, d'attention et de services d'hommes qu'un individu de la classe ouvrière arrivé à sa pleine croissance. On a beau vouloir réduire, ménager, économiser pour ces derniers, à mesure que la famille grandit, la masse des besoins n'en augmentera pas moins avec chaque nouveau membre de la famille. De là qu'un père de famille exerçant l'une ou l'autre profession ou industrie, en voyant sa propre famille s'agrandir, voit en même temps aussi la population en général accroître, et un plus grand besoin se faire sentir des objets que *lui-même* et sa famille produisent, de même que l'augmentation de sa propre famille contribuera au surcroît du besoin d'autres objets produits par d'autres individus. Un plus grand *besoin de travail* se fait donc sentir à mesure que le nombre des travailleurs augmente, et de ce côté l'équilibre se maintient dûment intact.

Mais cet équilibre sera bientôt dérangé quand il s'agira de faire application de ces inventions qui feront exécuter par un seul individu ou par deux, le travail qui jusqu'ici en avait occupé une centaine. Il en résultera d'abord que quatre-vingt-dix-huit au moins resteront à ne rien faire, à moins qu'on ne cherche à leur procurer du travail aux dépens des ouvriers des nations étrangères.

Mais celles-ci ne se sont pas endormies. Elles exigeront des équivalents ou bien elles auront recours aux mêmes procédés pour empêcher l'introduction des produits de l'étranger; et ceci ayant été fait, vos quatre-vingt-dix-huit ouvriers sur cent manqueront de travail et périront de misère. C'est ainsi qu'on agit réciproquement, qu'on se fait mutuellement pour ainsi dire une guerre industrielle, et les corps dont les champs de bataille sont jonchés sont ceux des ouvriers et de leurs familles.

L'accroissement de la population ne serait donc pas à lui seul une cause pour le manque de travail (car il amène à sa suite le surcroît des besoins de ce surplus de population), mais c'est en pourvoyant à ce surcroît de besoins *par des machines*, que ce surplus de population reste sans travail et périt de faim.

Libre maintenant à chacun de conclure d'après ce qu'il aura vu et entendu, qu'on a obtenu d'autres et de plus satisfaisants résultats pour la classe ouvrière et pour les industriels dépourvus de grands capitaux, par l'introduction des machines, que ceux indiqués dans nôtre brochure et dans cet appendice.

C'est seulement au moment où l'auteur de cette brochure allait en terminer le supplément qu'il fut si heureux de pouvoir se procurer l'ouvrage si longtemps et si avidement cherché, intitulé : « *De la Richesse dans ses rapports avec la* « *population*, *par* M. SIMONDE DE SISMONDI, 2e *édition, Paris,* « *Delaunay*, 1827. »

Déjà dans sa préface à cette deuxième édition le savant publiciste s'en rapporte, comme on vient de le faire dans cette brochure, aux leçons de l'*expérience,* pour ce qui regarde le mérite des principes établis par les économistes qui croient favoriser le bien-être général des sociétés en recommandant l'accroissement progressif de la production et de la modicité des prix du travail.

« Sept ans, dit-il, se sont écoulés (depuis la 1re édition), « et les faits me paraissent avoir victorieusement combattu « pour moi. Il est prouvé, bien mieux que je n'aurais pu « faire, que les savants dont je m'étais séparé étaient à la « poursuite d'une fausse prospérité ; que leurs théories, là « où elles étaient mises en pratique, pouvaient bien accroî- « tre la richesse matérielle, mais qu'elles diminuaient la « masse de jouissances réservées à chaque individu ; que si « elles tendaient à rendre le riche plus riche, elles ren- « daient aussi le pauvre plus pauvre, etc. »

Depuis que ces mots ont été écrits (1827), une nouvelle quinzaine d'années s'est écoulée, et l'auteur pourrait hardiment ajouter ce laps de temps au sept premières années dont il parle : tellement il est vrai que l'expérience donne le démenti le plus complet à l'opinion de ses antagonistes et nous apprend ce qui est diamétralement opposé à leurs maximes.

On n'a qu'à observer ce qui se passe en Angleterre, et l'état des choses dans ce pays aussi bien qu'en France, en Belgique, etc., et qu'on tâche de découvrir en quoi les classes ouvrières se trouvent avancées en bien-être par la création de tant de sources d'opulence.

« La masse de la nation (en Angleterre)—c'est ainsi que continue M. Sismondi — semble y oublier, aussi bien que les philosophes, que l'accroissement des richesses n'est pas le but de l'économie politique, mais le moyen dont elle dispose POUR PROCURER LE BONHEUR DE TOUS. »

Parlant du pouvoir de la production, notre auteur dit (page 12) : « En négligeant une quantité (de la fortune pu-
« blique, savoir le revenu) aussi essentielle à déterminer
« MM. SAY et RICARDO sont arrivés à croire que la consom-
« mation était une puissance illimitée, ou du moins qu'elle
« n'avait point d'autres bornes que celles de la production,
« *tandis qu'elle est bornée par le revenu*. Ils ont annoncé que
« toute richesse produite trouverait toujours des consom-
« mateurs, et ils ont encouragé les producteurs à causer cet
« engorgement des marchés qui fait aujourd'hui la détresse
« du monde civilisé, tandis qu'ils auraient dû avertir les
« producteurs qu'ils ne doivent compter que sur les consom-
« mateurs qui ont des revenus. »

On n'a qu'à prendre en considération ce qui est dit dans notre brochure, au deuxième chapitre en partie de la cessation totale, et en partie de la réduction considérable des revenus des classes ouvrières comme des classes industrielles, par suite de la dépréciation du travail et de ses nombreuses productions, pour arriver à la conclusion que l'accroissement de la *production* n'est rien moins que l'augmentation de la *richesse*, surtout de la richesse et prospérité *générales*.

Quant à l'utilité de l'introduction des machines, M. SISMONDI dit dans ses aphorismes dans la *table analytique des matières* (page 508) : « Encore aujourd'hui l'avantage
« est universel si la nouvelle division du travail ou l'em-
« ploi des machines *sont déterminés par une nouvelle de-*
« *mande.* »

Cependant si l'on prenait effectivement à cœur d'examiner

la règle d'après laquelle l'introduction des machines se fait dans notre temps, on trouvera que le motif qui mène à cette introduction n'est pas la nécessité de satisfaire à cette demande, mais bien :

1° Le besoin de trouver occasion pour le placement favorable de capitaux;

2° L'espoir de pouvoir, en redoublant ses efforts, et en employant de nouveaux moyens, surpasser ou l'emporter sur d'autres concurrents déjà existants soit des nations entières soit des individus, et s'approprier autant que possible les avantages obtenus jusqu'ici par eux.

Que dit maintenant M. *de Sismondi* par rapport au premier de ces points? (Voir table analytique, p. 500.)

« Si les capitaux sont supérieurs aux besoins, l'intérêt « baisse, *plus d'ouvrage est fait qu'il n'en est demandé; les « produits et les salaires baissent aussi.* Ainsi l'accumulation « des capitaux peut devenir un mal comme un bien. »

Et quant au deuxième? (Page 412.)

« Elles (les nations) perdent tous ces avantages (en rapport « à leur bien-être général) lorsqu'elles travaillent *au rabais,* « à s'enlever des pratiques. »

Entendons maintenant ce que cet estimable publiciste dit sur la question si les gouvernements doivent ou ne doivent pas intervenir dans la manière d'augmenter et de répartir les richesses, ce qui se fait à l'aide de l'industrie (p. 407).

« Le commerce peut s'accroître; mais si son accroisse- « ment tient à la diminution de ce qui était payé autrefois « pour chaque salaire, et pour l'intérêt de chaque millier de « francs, la consommation ne marchera pas d'un pas égal « avec la production, et le résultat général ne sera point une « plus grande prospérité.

« Ce calcul contredit, par sa base, un des axiomes sur « lesquels on a le plus insisté en économie politique; c'est « que la plus libre concurrence détermine la marche la plus « avantageuse de l'industrie, parce que chacun entendait « mieux son intérêt qu'un gouvernement ignorant et inat- « tentif ne saurait l'entendre, et que l'intérêt de chacun for- « mait l'intérêt de tous. L'un et l'autre axiome est vrai, et

« la conclusion n'est cependant pas juste. L'intérêt de cha-
« cun contenu par tous les autres, serait en effet l'intérêt de
« tous; mais chacun cherchant son intérêt propre aux dé-
« pens des autres, aussi bien que dans le développement de
« ses propres moyens, n'est pas toujours contenu par des
« forces égales aux siennes; le plus fort trouve alors son
« intérêt à prendre, et le plus faible trouve encore le sien
« à ne pas lui résister; car le moindre mal autant que le
« plus grand bien, est le but de la politique de l'homme. »

. . . .

« De toutes parts il semble donc que l'action de chaque
« individu tend à presser le jeu de la machine. *Peut-être le*
« *devoir du gouvernement consisterait-il à ralentir ces mouve-*
« *ments, pour les régulariser.* »

Ce mot *peut-être* fut écrit il y a quinze ans; et il a paru à l'auteur de cette brochure, que tout ce qui s'est fait remarquer depuis lors n'a tendu qu'à faire passer cette hypothèse au plus haut degré possible d'évidence.

